



TEBBOUNE RÉUNIT LE CONSEIL DES MINISTRES AUJOURD'HUI
**Les secteurs de la justice, de l'emploi,
 de la pêche, des télécoms
 et des énergies renouvelables au menu**

P 3

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN **d'Algérie**

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Dimanche 21 novembre 2021 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5393 - 18^e année

**BRAHIM GHALI CONDAMNE
 LES ASSASSINATS DE CIVILS SAHRAOUI,
 ALGÉRIENS ET MAURITANIENS ET DÉMASQUE
 LES DESSEINS DE RABAT**

Un casus belli pour une intervention étrangère

▶ LE MAROC PERD SUR DEUX TABLEAUX À L'INTERNATIONAL

LIRE EN PAGE 2



Ph : DR

LITIGE FINANCIER
 SONELGAZ- EL HADJAR



**5 800
 sidérurgistes
 payent les
 pots cassés**

P 3

ÉLECTIONS LOCALES

MOTS D'ORDRE
 DE LA CAMPAGNE



**Un vote
 massif et un
 front interne
 solide**

P 3

COMMERCE

**Les infractions en
 hausse de 38,8 %**

P 4

HIPPODROME GUIRRI AISSA - BARIKA,
 CET APRÈS-MIDI À 15H30



**Jeu de Vie,
 le candidat
 à battre**

P 14

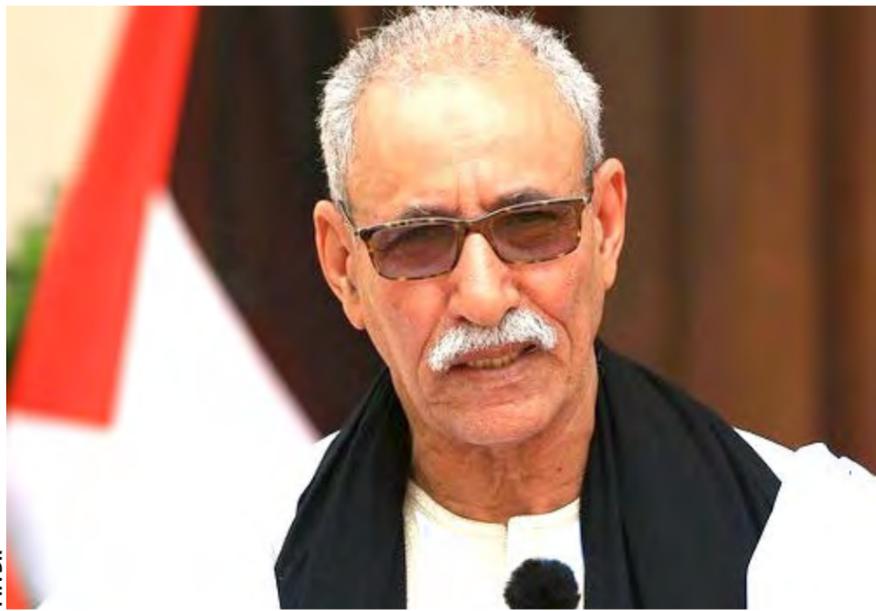
LES COURSES EN DIRECT

LE SG DU FRONT POLISARIO, PRÉSIDENT DE LA RASD, BRAHIM GHALI :

« Rabat suscite des tensions pour faciliter une intervention étrangère éhontée dans la région »

Le secrétaire général du Front Polisario, président de la république sahraouie, Brahim Ghali, a condamné les assassinats par le Maroc, de citoyens civils, indiquant que « les opérations terroristes lâches de l'occupant marocain à l'encontre de civils, sahraouis, algériens et mauritaniens » visent à créer une « nouvelle réalité de tension et de chaos, dans la région, en vue de « faciliter une intervention étrangère éhontée » servant les dessins des agents coloniaux.

Dans son allocution d'ouverture lors de la supervision, de la 5e session ordinaire du secrétariat national du Front Polisario, le Président sahraoui, Brahim Ghali saluant vendredi, « tous les amis et alliés de par le monde du combat libérateur du peuple sahraoui » a réaffirmé « la solidarité » des relations de fraternité et de bon voisinage entre la République sahraouie et la République algérienne. Faisant part de son estime et de sa reconnaissance pour « la position de principe ancrée de l'Algérie, peuple et gouvernement, sous la direction du Président, Abdelmadjid Tebboune, aux côtés du peuple sahraoui et sa cause », il a salué également « l'engagement de l'Union africaine (UA) quant au respect des principes de son acte constitutif », en mettant en valeur les positions exprimées par plusieurs pays africain, à leur tête la République de l'Afrique du Sud. Réaffirmant que le peuple sahraoui, qui prônera toujours la paix juste et durable, « a décidé souverainement d'intensifier son combat légitime de libération » avec tous les moyens légaux, a-t-il poursuivi, « à leur tête, la lutte armée jusqu'au parachèvement de la souveraineté de la République sahraouie sur l'ensemble de son territoire national ». Soulignant que toute démarche des Nations unies (ONU) « ne visant pas le parachèvement du règlement convenu, par la mise en œuvre de la tâche de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) » sera un contournement, poursuit le SG du Front Polisario « honteux de l'engagement conjoint, une conspiration et un manquement non seulement pour le peuple sahraoui pacifiste, mais également à l'égard de la légalité internationale en général ». Les déclarations du responsable sahraoui interviennent à moins d'un mois après l'entrée en fonction, le 1er novembre dernier, du nouveau envoyé spécial du SG de l'ONU pour le Sahara occidental, Stefan De Mistura, après plus de deux ans de vacance de ce poste, suite à la démission de l'allemand Horts Köhler et un an après la violation, le 13 novembre 2020 par le Maroc du cessez-le-feu de 1991, conclu sous l'égide de l'ONU avec le Front Polisario, et l'envoi de la Minurso pour la tenue du référendum, qui n'a pas eu lieu ce jour, en raison du désengagement marocain et l'immobilisme du Conseil de sécurité à faire valoir la force du droit, par le parachèvement du processus de décolonisation au Sahara occidental. Poursuivant son allocution d'ouverture de supervisions de la 5e session ordinaire du secrétariat national du Front Polisario, qui s'est tenu, au lendemain d'une année depuis la reprise de la lutte armée de libération du peuple sahraoui, le président Bra-



him Ghali a salué « avec fierté et estime » les combattants de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS), ainsi que « la montée » et la mobilisation « du militantisme héroïque du peuple sahraoui sur le front du territoire occupé et au sud du Maroc », et ce, dira le SG du Front Polisario, « en dépit de l'intensification par l'occupant marocain de ses procédés de répression brutale contre les sahraouis ». Ce qui l'amène à leur adresser un message de « salutations et de soutien » notamment à la militante Sultana Khaya et à sa famille, qui sont sous le coup, depuis un an, d'un blocus inhumain et de diverses pratiques répressives et d'intimidations des autorités coloniales marocaines, citant « de torture, de menaces et d'atteintes à la dignité humaines et violations des droits de l'homme ».

LA JUSTESSE DE LA CAUSE SAHRAOUIE LUI FAIT GAGNER LES BATAILLES SUR TOUS LES FRONTS DE LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE

À cette occasion, le président sahraoui a adressé « ses sincères salutations et un message de solidarité et de soutien à la militante Sultana Khaya et à sa famille, qui souffrent depuis un (1) an d'un blocus imposé par le Maroc et de diverses formes d'intimidations, de torture, de menaces et de pratiques qui portent atteinte à la dignité humaine ». Sur un autre front de combat du peuple sahraoui pour ses droits légitimes, outre avec l'arme à la main, depuis le 13 novembre 2020, contre l'armée de l'occupation, le SG du Front Polisario a évoqué, à cette occasion, les autres acquis que la cause sahraouie enregistre, à divers niveaux, notamment dans les batailles diplomatiques et juridiques au niveau international, contre le Maroc et ses soutiens, principalement, l'entité sioniste et un des membres du Conseil de sécurité, la France, en l'occurrence. Des combats qui consacrent davantage la justesse de la cause sahraouie, que l'occupant marocain manœuvre en vain pour imposer le fait accompli au Sahara occidental. Le président Brahim Ghali a souligné, en effet, « la présence sans précédent de la cause sahraouie » à travers, notamment cite-t-il « le renforcement du statut de l'État sahraoui au sein de l'Union africaine (UA) », en sus d'autres acquis importants enregistrés dans le domaine juridique. Il citera à ce propos, la dernière décision de la Cour de justice de l'Union européenne (UE), rendant caduc les Accords Maroc-UE, car incluant, en violation des lois européennes et la légalité internationale, le Sahara occidental, territoire autonome inscrit aux Nations unies et soumis à un processus de décolonisation, le dernier qui devrait, faut-il rappeler, se traduire sur le continent africain mais qui est bloqué, en

raison de l'inertie du Conseil de sécurité à assumer ses responsabilités et ses engagements, en matière de paix et sécurité internationale et de respect et l'application des textes de la Charte et des résolutions de l'ONU, pour une question de décolonisation, inscrite, depuis le début des années 60, sur son agenda.

« LE CONSEIL DE SÉCURITÉ CHOISIT LA GESTION DE LA CRISE AU LIEU DE LA RÉSOUDRE »

Le président sahraoui a estimé que la dernière résolution 2602 (2021) du Conseil de sécurité de l'ONU traduisait « une tendance dangereuse » visant à contourner la légalité internationale, en adoptant, affirme-t-il « la gestion de la crise au lieu de sa résolution », en ouvrant, poursuit-il, « à déformer le cadre juridique de la solution, de sorte qu'elle passe de sa formule simple et claire », consacrée dans la Charte et les résolutions onusiennes, à savoir la décolonisation du Sahara occidental et l'autodétermination du peuple sahraoui, « à un labyrinthe de concepts et de terminologies », tendance, a-t-il souligné, est « une restriction complète » du travail de l'Envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU, car dépassant l'essence du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation du référendum au Sahara occidental (MINURSO).

Qui, en conséquence, poursuit le SG du Front Polisario « se transforme en un simple moyen de violation du droit international », à travers « le maintien du statu quo de l'occupation militaire marocaine illégale de certaines parties des territoires de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) », précise le président Brahim Ghali. M. Ghali, a par ailleurs, rappelé que le Front Polisario et le Royaume du Maroc, parties du conflit au Sahara occidental, et les Nations unies et son partenaire l'UA, « sont tous liés par un seul accord signé par les deux parties et entériné par le Conseil de sécurité », à savoir le plan de règlement ONU-Afrique de 1991, soulignant qu'« au nom du peuple sahraoui, le Front Polisario ne peut s'engager dans aucune coopération en dehors du cadre juridique convenu » a-t-il précisé. Dans ce sillage, il s'est étonné du « mutisme international qui garantit une protection à l'occupation marocaine et l'encourage à persister dans son arrogance et son agression », et aussi « de l'incapacité de la MINURSO à protéger les civils sahraouis sans défense contre l'oppression de l'occupant marocain », voire même, souligne le SG du Front Polisario « à surveiller ou élaborer des rapports sur la situation des droits de l'homme » dans un système politique colonial et d'occupation que nul n'ignore, est la négation même des droits de l'homme.

Karima Bennour

INTERNATIONAL

Le Maroc perd sur deux tableaux

En l'espace de deux jours, le Maroc a été frappé par deux mauvaises nouvelles sur le plan politico-diplomatique. La première a trait à son éjection de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), dont il venait de perdre le siège au sein du Conseil exécutif de l'instance onusienne au profit du Koweït. Et pour cause, Samir Addahre, l'ambassadeur marocain à l'Unesco, le candidat en question, n'a pas réussi à réunir les votes nécessaires pour rester en poste. Il a obtenu moins d'une centaine des suffrages au cours de la séance de vote organisée ce 17 novembre. Dans cette course, c'est le Koweït qui a pris la place du Maroc avec un total de 153 votes, suivi de la Jordanie (126 votes) et de l'Égypte (120 votes). En sus de ce poste stratégique qui offre au pays détenteur plus d'écoute à l'Unesco, la candidature au Conseil exécutif est une opportunité pour mesurer l'aura des pays en lice. Du coup, le Maroc de Mohammed VI venait à essayer une nouvelle défaite sur le plan international. Le deuxième échec marocain ne date pas plus que d'hier. Cette fois-ci, le coup de sommation vient du département d'État américain et de la bouche même de son premier responsable, Antony Blinken. Le chef de la diplomatie américaine, interrogé sur la position de l'administration Biden sur la reconnaissance de la « marocanité » du Sahara occidental par l'ex-président Trump, a affirmé qu'il est plutôt « très concentré » sur le soutien des efforts de l'envoyé personnel de l'ONU et au processus onusien afin de parvenir à une solution « durable et digne » à ce conflit. « Nous sommes maintenant très concentrés sur le soutien des efforts de l'Envoyé de l'ONU, Staffan de Mistura, et d'un processus dirigé par l'ONU pour trouver une solution durable et digne. C'est l'objet de nos efforts », a déclaré M. Blinken dans un entretien à la chaîne BBC Africa, retranscrit vendredi par le Département d'État américain.

F. G.

SELON ANTONY BLINKEN

Washington est «très concentré» sur le soutien des efforts de l'Envoyé personnel de l'ONU pour le Sahara Occidental

Le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, a assuré que Washington était « très concentré » sur le soutien des efforts de l'Envoyé personnel de l'ONU pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, et au processus onusien afin de parvenir à une solution « durable et digne » à ce conflit. « Nous sommes maintenant très concentrés sur le soutien des efforts de l'Envoyé de l'ONU, Staffan de Mistura, et d'un processus dirigé par l'ONU pour trouver une solution durable et digne. C'est l'objet de nos efforts », a déclaré le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, dans un entretien à la BBC Africa, dans le sillage de sa tournée dans des pays en Afrique. Interrogé à plusieurs reprises par BBC Africa sur la décision de l'ancienne administration Trump de reconnaître la « prétendue » souveraineté marocaine sur le Sahara occidental, Antony Blinken, s'est contenté de dire que « l'accent devrait être mis sur ce que l'ONU fait, encore une fois, pour trouver une solution durable et digne » au conflit opposant le Maroc au Front Polisario, sur le Sahara occidental, et d'ajouter que « nous nous concentrons sur ce processus de l'ONU, en aidant à le faire avancer », a-t-il renchéri. Concernant une éventuelle organisation d'un référendum au Sahara occidental, Blinken a indiqué que les États-Unis ont été très engagés avec toutes les parties. Déclarant que « notre objectif, en ce moment, d'autant plus que nous avons maintenant un envoyé de l'ONU après une longue période », il indique qu'en ce moment « est de nous assurer, que ce processus peut avancer. C'est sur ça que nous nous concentrons », a-t-il répondu.

R. I.

SONELGAZ BLOQUE LE COMPTE BANCAIRE DU COMPLEXE SIDER EL HADJAR

5 800 sidérurgistes payent Les pots cassés

Après avoir marqué une période d'accalmie, voilà que la crise refait surface au sein du complexe sidérurgique Sider El Hadjar d'Annaba. Jeudi dernier, un mouvement de contestation a été initié par la section syndicale du complexe et auquel ont pris part des milliers de travailleurs.



Selon plusieurs sources médiatiques, l'origine de ce mouvement serait la décision prise par le groupe Sonelgaz de geler le compte bancaire du complexe, en raison, a-t-on cité, d'un cumul de dettes de plus de 2,4 milliards de Da qui représentent la facture de consommation d'énergie électrique depuis près d'une année. Une décision qui risque d'avoir des conséquences directes sur le fonctionnement et la production de l'entreprise et d'emblée sur le versement des salaires. Pour parer à cette situation, les membres du bureau syndical et du conseil de participation auraient tenu une réunion importante pour tenter de trouver la solution adéquate en vue de mettre fin

à cette crise. De leur côté, les responsables du Complexe ont résumé les conditions comme étant difficiles.

La direction de Sider El-Hadjar a assuré, à cet effet, que tous les ateliers fonctionnent et chacun doit faire de gros efforts pour relever le défi, rappelant que malgré les difficultés, l'institution a récemment réussi à se prendre en charge et a pu garantir le processus de production, les matières premières nécessaires, les pièces détachées et les salaires des travailleurs, en réglant certaines dettes. Il faut savoir que cette action intervient au moment où le haut-fourneau n°2 est à l'arrêt depuis une vingtaine de jours, tout autant que les unités en amont et en aval. Conséquence: une usine totalement à

l'arrêt et les salaires de plus de 5800 sidérurgistes risquent de ne pas être versés à la fin de ce mois car les 130 millions de dinars dans le compte de Sider El Hadjar seront saisis par Sonelgaz. Pour rappel, le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, qui avait effectué une visite d'inspection des différentes unités de production du complexe en septembre dernier, avait déclaré en s'adressant aux dirigeants de l'entreprise qu'il n'était plus possible de continuer à compter sur les aides financières de l'état, en raison de la situation économique que traverse le pays.

Zeghdar avait rappelé, à cette occasion, que depuis sa création, le complexe Sider El Hadjar a bénéficié d'un important soutien financier et d'un

accompagnement des pouvoirs publics pour lui permettre de répondre à ses besoins nécessaires au renouvellement et à la réhabilitation des équipements, ainsi qu'au suivi du développement des systèmes de production, et à la contribution à faire face à la demande croissante de produits sidérurgiques sur le marché national. Malgré ces efforts et indépendamment de certains résultats enregistrés, le ministre de l'Industrie avait souligné que le complexe n'a pas été à la hauteur des aspirations, car il n'a pas été en mesure d'améliorer sa position sur le marché national, et encore moins sur le marché régional et étranger, notamment la gestion et la stratégie de développement.

Ania Nch

CONSEIL DES MINISTRES Deux projets de loi et des projets de soutien à l'emploi au menu

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, présidera, aujourd'hui, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à l'examen de projets de loi et la présentation de nombre d'exposés relatifs à plusieurs secteurs, a indiqué hier, un communiqué de la présidence de la République. Cette réunion sera consacrée à l'examen et à l'adoption de deux projets de loi relatifs au secteur de la Justice, ainsi que des exposés sur des projets de soutien à l'emploi des jeunes, de la pêche, des télécommunications et des énergies renouvelables, précise la même source. Même si la Présidence n'a pas détaillé la nature des dossiers au menu de cette réunion périodique, il y a fort à parier que certaines questions déjà traitées à ce niveau de responsabilité seront remises sur la table du fait qu'elles étaient ajournées sur instruction du président Tebboune. Histoire de peaufiner les dossiers dans leurs infimes détails, le locataire d'El Mouradia a dû, concernant par exemple la lutte contre la spéculation examinée lors de la réunion du Conseil du 17 octobre passé, instruire le ministre de la Justice sous la coordination du Premier ministre, de réviser le Code pénal à l'effet d'introduire dans l'avant-projet y afférent une peine maximale allant jusqu'à 30 ans de prison et la perpétuité pour les individus coupables de crime lié à ce phénomène de commerce. Depuis lors, le projet ayant été mûri et les nouvelles dispositions apportées au Code pénal autant, le Conseil des ministres aura peut-être à éplucher le texte dans sa dernière mouture et de-là procéder à son adoption. Pour rester dans ce domaine, un autre dossier mérite d'être examiné, en première lecture en tout cas car le chef de l'Etat a instruit son élaboration lors de la dernière réunion du Conseil en date. Il concerne l'action syndicale dont il sera question de préparer un projet de loi-cadre relative « à l'exercice de l'action syndicale dans différents secteurs », et lequel « régira les droits et obligations et défendra les intérêts des fonctionnaires et travailleurs, loin des tractations partisans et politiciennes ». Au-delà de mettre les balises pour l'exercice syndical, le projet vise par ricochet, du moins selon l'orientation du Président, « s'intéresser davantage aux questions relatives aux préoccupations des citoyens ». Au titre du second volet, le Conseil des ministres aura à examiner suivant, plusieurs exposés présentés par les ministres en charge des secteurs du Travail et de l'Emploi, de la Pêche, des Télécommunications et des Energies renouvelables, des projets relatifs à l'emploi des jeunes. Une catégorie sociale dont regorge le pays et qui souffre, pour peu dire, du chômage endémique à l'origine de plusieurs fléaux ravageurs.

Farid Guellil

MOTS D'ORDRE DE LA CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS LOCALES

Pour un vote massif et un front interne solide

Quatre jours avant la fin de la campagne électorale pour les élections locales du 27 novembre, les candidats des partis politiques et des indépendants multiplient leurs appels à la participation afin de réaliser le changement espéré, en insistant sur la consolidation du front interne. En effet, lors de ce week-end, les leaders des partis politiques ont multiplié leurs appels à une forte participation au scrutin du 27 novembre afin de bâtir l'Algérie nouvelle et surtout consolider le front interne, socle de la stabilité du pays, tout en insistant sur le rôle des futures assemblées élues dans le développement local. Le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP) a affirmé à partir de Laghouat que le programme de son parti s'inscrit en droite ligne avec les attentes des citoyens en vue d'un « changement radical, d'où les efforts du MSP de présenter des candidats capables de répondre à ces attentes ». Hier et depuis El-Bayad le même politicien est revenu sur le projet de loi français concernant les Harkis pour « demander « pardon » et tenter de réparer les préjudices subis par les harkis et leurs familles, avec une indemnisation que l'opposition espérait plus large » selon le texte de loi, Makri a estimé que le président français, en insultant l'Algérie, n'a voulu servir que l'extrême droite en déclarant : « Ce qu'a fait Macron se retournera contre lui et ses plans échoueront ». Appelant le parle-

ment à adopter un projet de loi criminalisant le colonialisme.

De son côté le secrétaire général du Front de libération nationale, Abou El Fadl Baâdji, a déclaré « que personne ne peut empêcher l'Algérie d'accéder au marché africain, que ce soit le régime du makhzen ou bien les parties qui sont derrière lui ». Lors d'un meeting organisé hier à Adrar, Abou El Fadl Baâdji a souligné que « l'Algérie peut faire face à n'importe quelle puissance qui la menace, car elle possède l'armée la plus puissante de la région qui n'accepte aucune ingérence dans sa souveraineté nationale », soulignant que « l'accès au marché africain et le renforcement de la coopération avec la Mauritanie ne peuvent être dissuadés par aucune partie ».

En ce qui concerne les élections locales du 27 novembre, Baadji estime que « de leur succès dépend la stabilité politique du pays ; cette étape est une priorité pour achever la construction des institutions de l'État », dans lequel il a dit que « son parti représente un symbole d'équilibre et de stabilité ».

Par ailleurs, et en réponse aux déclarations du président du Mouvement El Binaâ Abdelkader Bengrina, dans lesquelles il a dit que « les partis qui ont boycotté les législatives les évincent aujourd'hui dans les localités ». Lors de son animation d'un rassemblement à Alger Aouchiche a déclaré : « Je suis surpris par les déclarations d'un

des responsables des partis nouvellement nés par rapport à l'antiquité du FFS », par ailleurs le SG du parti a indiqué concernant les locales, « nous avons plus que jamais besoin d'entente entre les Algériens », affirmant que les citoyens « on besoin d'espoir... afin de porter le flambeau de la lutte pour instaurer la démocratie, un État de droit, et une deuxième République dont les fondations sont la participation populaire ». Précisant que la raison principale ayant poussé le parti à participer aux élections locales prévues pour le 27 novembre est « son attachement à l'unité nationale ».

Mais, il y a aussi une autre raison, assure le secrétaire général du FFS, en l'occurrence « la volonté de reconsidérer l'action politique au moment où tout le monde lui a déclaré la guerre ». Ces ennemis, qui ont déclaré la guerre à « l'action politique intègre » sont, selon Aouchiche, « les populistes et les sorciers politiques, qui veulent nous donner les leçons dans la lutte et dans l'engagement ».

Quant au SG du RND Tayeb Zitouni, ce dernier a accusé de nouveau l'Autorité nationale indépendante des élections d'exclure délibérément les personnes « honnêtes » de plusieurs partis. Zitouni a déclaré lors d'un rassemblement populaire pour son parti à Biskra, que ceux qui sont dans les cercles de l'administration refusent l'indépendance de l'acte électoral.

Sarah Oub.

PRÉSENTÉ À LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Le PLF-2022 à l'épreuve du Conseil de la nation

Après son adoption à la majorité par les députés de l'APN, le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmène Benabderrahmane a présenté, le projet de loi de Finances pour 2022 devant les membres de la Commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, pour être débattu et élaborer ensuite un rapport préliminaire sur le PLF-2022, lequel sera présenté ultérieurement en séance plénière consacrée à la présentation et au débat autour du projet.



Comme présenté précédemment par le Premier ministre, le PLF-2022 est établi sur la base d'un prix référentiel de 45 USD/ baril (Sahara Blend), ajoutant que le Gouvernement prévoit une croissance économique de 3,3% et une croissance hors hydrocarbures de 3,9% avec un taux d'inflation s'élevant à 3,7%. Les exportations en hydrocarbures devraient atteindre, par ailleurs, les 27,9 mds USD en 2022, selon le document. Le PLF prévoit également une facture d'importation s'élevant à 31,8 mds USD,

poursuit Benabderrahmane qui rappelle que les exportations hors hydrocarbures ont atteint, depuis le début de l'année à la semaine dernière, les quatre (4) mds USD. Le projet de loi des Finances 2022 table sur une balance commerciale équilibrée en 2022, a fait savoir le Premier ministre, ajoutant que les recettes budgétaires prévues pour 2022 atteindront les 5.683.22 mds USD contre des dépenses de l'ordre de 9.858.4 mds USD. Benabderrahmane a évoqué les nouvelles dispositions législatives contenues dans le nouveau Projet de Loi de finances sur le plan socioéconomique, dont les réformes fis-

cales. Dans ce contexte, il a souligné que la réforme fiscale prévue vise à renforcer la justice fiscale, à travers une répartition équitable de la charge fiscale entre les agents économiques, les individus et les ménages pour garantir une répartition équitable de la richesse nationale, dans le cadre du développement socioéconomique.

LES DISPOSITIONS BIOÉCONOMIQUES CONSISTENT À REVOIR L'IRG

Pour ce qui est de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS), des dispositions ont été introduites pour simplifier le système fiscal et réduire la pression fisca-

le. S'agissant de la Taxe sur l'activité professionnelle (TAP), il a été proposé d'alléger les charges fiscales qui pèsent sur les entreprises, notamment les entreprises productives. Également, le PLF 2022 propose de renforcer la fiscalité au profit des collectivités locales, qui exige l'amélioration des revenus des communes et des wilayas, en révisant l'application de certains impôts et taxes et en conférant une plus grande dynamique aux ressources émanant des biens et des revenus d'exploitation. Il a souligné, dans ce sillage, que la fiscalité locale en Algérie ne dépassait pas le taux de 0,06% de la valeur

globale des recettes fiscales. Quant à la taxe foncière et celle sur l'enlèvement des ordures ménagères, le projet de loi propose de simplifier la fixation du montant de la taxe foncière, en adoptant une seule valeur locative, tandis qu'il préconise, à propos de la taxe sur l'hébergement, de l'adapter aux catégories des hôtels classés et de fixer ses montants en fonction du nombre d'étoiles (classement) des hôtels. Par ailleurs, et en matière d'accompagnement des Petites et moyennes entreprises (PME), ledit projet de loi a introduit plusieurs amendements, consistant, notamment, à permettre aux fonds d'investissement des wilayas de bénéficier du renouvellement des dotations budgétaires en cas de besoin, et à élargir le champ d'intervention de ces fonds pour inclure les dix nouvelles wilayas dernièrement créées. S'agissant du volet social, le PLF-2022 propose, selon le Premier ministre, la mise en place d'un dispositif national de compensation monétaire au profit des ménages qui y sont éligibles, le passage des subventions généralisées aux subventions ciblées et la création de l'allocation chômage au profit des chômeurs primo-demandeurs d'emploi âgés entre 19 et 40 ans et inscrits au niveau des services de l'Agence nationale de l'Emploi (ANEM).

Sarah O.

COMMERCE

Les infractions en hausse de 38,8 %

Plus de 117 000 infractions commerciales ont été constatées par les services du ministère du Commerce durant les dix premiers mois de l'année en cours, a rapporté, hier, l'APS auprès de ce ministère.

Selon le dernier bilan de l'activité de contrôle économique et de la répression des fraudes, les services du ministère ont enregistré 1 481 346 interventions ayant permis de relever 117 272 infractions, soit une hausse de 38,8% par rapport à la même période de l'année 2020. Le bilan s'est soldé également par l'établissement de 111 614 procès-verbaux de poursuites judiciaires (39,8%+ par rapport à la même période de l'année 2020) et la proposition de fermeture de 10 060 locaux commerciaux (-36,6%). En outre, les services de contrôle ont eu à prendre des mesures administratives conservatoires consistant en la saisie de marchandises pour une valeur globale de 2,207 milliards de dinars (-61,2%). La régression du nombre de propositions de fermeture des locaux commerciaux et la valeur des saisies est expliquée principalement par le respect par les commerçants des lois et procédures en vigueur dans le domaine de l'exercice de leur activité commerciale et aux procédures suivies pour faire face à la Covid-19, ainsi que les mesures de sensibilisation avant de passer à la dissuasion. Détaillant ce bilan par domaine d'intervention, le ministère a indiqué qu'en matière de contrôle des pratiques commerciales, 764.452 interventions donnant lieu à la constatation de 81 172 infractions qui ont été sanctionnées par l'établissement de 78 171 procès-verbaux et la proposition de fermeture de 9.801 locaux commerciaux. Dans ce sens, le bilan relève que le chiffre d'affaires dissimulé de transactions

commerciales non facturées, mis au jour par les services du ministère sur les dix premiers mois de l'année en cours, a baissé à 64,4 milliards de dinars contre 66,3 milliards de dinars durant la même période de 2020, soit une diminution de 2,7%. Les interventions dans ce cadre ont porté principalement sur le respect de l'obligation de transparence des pratiques commerciales, notamment la facturation obligatoire aux stades de la production et de distribution en gros. En matière de profit illicite, les opérations de contrôle ont enregistré un montant de 28,97 millions de dinars, pour infractions qualifiées de pratiques de prix illicites (non-respect des prix réglementés, fausse déclaration de prix de revient et manœuvres visant à dissimuler les majorations illicites).

AUGMENTATION SIGNIFICATIVE DU NOMBRE DE CARGAISONS REFUSÉES AU NIVEAU DES FRONTIÈRES POUR NON-CONFORMITÉ

En ce qui concerne les mesures administratives engagées, celles-ci se sont soldées par la proposition de 7.080 fermetures de locaux commerciaux et la saisie de marchandises pour un montant de 1,534 milliards de dinars. En matière de contrôle de la qualité et de la répression des fraudes, il a été enregistré 716 894 opérations de contrôle tant sur le marché qu'aux frontières, donnant lieu à la constatation de 36 100 infractions aux règles relatives à la protection du consommateur. S'agissant des mesures conservatoires, il a été procédé à la saisie de marchandises non-conformes ou impropres à la consommation d'une valeur de 673,508 millions de dinars. Au plan de contrôle sur le marché intérieur, les services concernés ont effectué 656

037 interventions ayant permis de constater 35 113 infractions donnant lieu à l'établissement de 32 984 procès-verbaux de poursuites judiciaires à l'encontre des contrevenants opérant aux différents stades de la mise à la consommation des produits. Sur le plan du contrôle des produits importés au niveau des frontières, l'intervention des inspections aux frontières a abouti au traitement de 60 857 dossiers de déclaration d'importation des produits, d'une quantité de 49,19 millions de tonnes.

Ainsi, une légère augmentation du nombre de cargaisons importées a été enregistrée (+6,6%), ainsi qu'une augmentation significative du nombre de cargaisons refusées au niveau des frontières pour non-conformité (+10,3%), a précisé le ministère. Ces opérations de contrôle des importations ont permis de constater 987 infractions, d'établir 459 procès-verbaux de poursuites judiciaires à l'encontre des contrevenants, et de refuser l'admission aux frontières de 729 cargaisons pour une quantité de 106 992,67 tonnes d'une valeur de 15,596 milliards de dinars. En matière de contrôle analytique de la qualité, les services de contrôle ont prélevé 11 896 échantillons pour des produits alimentaires et non alimentaires, 1.937 échantillons se sont révélés non conformes, soit 16,28%. Ce dernier chiffre est dû "au durcissement des procédures de contrôle aux frontières dans le cadre de directives gouvernementales visant à encadrer le commerce extérieur et à rationaliser les importations", a-t-il expliqué. Concernant les analyses physicochimiques, les services du commerce ont prélevé 5.756 échantillons, dont 717 non conformes (12,14%). Quant à ceux microbiologiques, 5.756 échantillons ont été

analysés, dont 1.188 non conformes (20,64%). À propos des produits industriels, 234 échantillons ont été analysés, dont 32 non conformes (13,68%). S'agissant des analyses rapides effectuées par des instruments de mesures contenus dans la valisette, 106 398 déterminations ont été effectuées, dont 3.159 cas de non-conformité (2,97%).

R.E/APS

POINT COVID-19

144 nouveaux cas, 98 guérisons et 3 décès

Cent quarante-quatre (144) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 98 guérisons et 3 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, hier, le ministère de la Santé, dans un communiqué. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 208 839, celui des décès à 6017 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 143 223. Par ailleurs, 24 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source. En outre, 24 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 20 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 4 wilayas ont enregistré 10 cas et plus. Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du port du masque.

APS

NOUVEAUX GRADES CRÉÉS EN PHARMACIE ET EN CHIRURGIE-DENTAIRE

La Fonction publique examine le dossier

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, a déclaré, jeudi à Alger, que les nouveaux grades en pharmacie et en chirurgie-dentaire récemment créés étaient en cours d'examen au niveau de la direction de la Fonction publique.

Le ministre, qui répondait à une question concernant la révision et l'amendement du décret exécutif N 09-393 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps des praticiens médicaux généralistes de santé publique, en application des dispositions des deux décrets exécutifs amendés portant remplacement du diplôme de pharmacien généraliste par un diplôme de doctorat en pharmacie et remplacement du diplôme de chirurgien-dentiste généraliste par un diplôme de docteur en chirurgie-dentaire, M. Benbouzid a précisé que ce changement intervient pour satisfaire les revendications des partenaires sociaux, en adaptation à la nouvelle formation pédagogique qui prévoit 6 ans, indiquant que le classement des nouveaux grades était en cours d'examen au niveau de la direction générale de la Fonction publique. Après aval du Premier ministre, un projet de décret exécutif amendant le décret exécutif N 09-393 du 24 novembre 2009 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps des praticiens médicaux généralistes de santé publique a été élaboré pour proposer la création de deux grades dans le corps des praticiens généralistes de la santé publique classés à la



catégorie 14, à savoir : les grades de "Docteur en pharmacie" et de "Docteur en chirurgie dentaire", vu leur niveau de qualification et la durée de leurs études, BAC+ 6, a-t-il ajouté. Il a été également proposé, au titre de ce projet de loi, la reclassification des grades suivant ceux qui sont créés, à savoir: le grade de pharmacien généraliste principal de santé publique, pharmacien généraliste en chef de santé publique, chirurgien-dentiste généraliste principal de santé publique et chirurgien-dentiste généraliste en chef de santé publique. En outre, le ministre a souligné que ce projet de loi intervient pour permettre la promotion dans le nouveau niveau de qualification en adéquation avec la période de formation, et ce conformément aux dispositions du décret présidentiel N07-304 du

29 septembre 2007 fixant la grille indiciaire des traitements et le régime de rémunération des fonctionnaires. Et de préciser qu'après examen du projet de loi, la Direction générale de la fonction publique (DGFP) a émis "une réserve concernant la reclassification des grades suivant ceux qui sont créés, d'autant que le Premier ministre a approuvé uniquement la création des deux grades de docteur en pharmacie et docteur en chirurgie dentaire". Il a rappelé, à cette occasion, que le Premier ministre a été saisi à l'effet d'intervenir et approuver la poursuite de l'examen du projet de loi tel qu'il est proposé au niveau de la DGFP, en vue de prendre en charge les préoccupations et les revendications des partenaires sociaux.

R. E.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

15 décès et 285 blessés en 48 heures

Quinze personnes ont trouvé la mort et 285 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus au cours des dernières 48 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique, hier, un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Ouargla avec 3 personnes décédées et 12 autres blessées, suite à une collision entre un bus de transport de voyageurs et un véhicule léger survenue sur la RN 3, au niveau de la commune de Hassi Messaoud, précise la même source. Par ailleurs, une femme âgée de 86 ans a péri carbonisée dans un incendie survenu hier matin, à l'intérieur d'une habitation, dans la commune de Bologhine, à Alger, indique la Protection civile. Les éléments de la Protection civile sont intervenus, d'autre part, pour prodiguer des soins de première urgence à 21 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et chauffe-eau à l'intérieur de leurs domiciles: 6 à Médéa, 5 à Boumerdès, 4 à Alger, 4 à Sidi Bel-Abbès et 2 à Jijel. S'agissant des effets des intempéries sur le trafic routier, le chemin de wilaya N9 est coupé à la circulation au village Boubhir, dans la commune de Bouzguene (Tizi-Ouzou), en raison du risque d'effondrement d'un pont, signale la Protection civile qui fait état, en outre, de chutes de pierres sur une habitation au village Taghzout, dans la commune de Melbou (Béjaïa), sans faire de victimes. Dans le cadre des activités de lutte contre la propagation du covid-19, les unités de la Protection civile ont, durant les dernières 48 heures, 46 opérations de sensibilisation à travers le territoire national, rappelant aux citoyens la nécessité du port du masque et les règles de distanciation physique, ainsi que 28 opérations de désinfection générale ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés et les zones d'habitation.

R. S.

PRODUCTION DES HUILES ALIMENTAIRES

L'État récupère deux usines à Alger et Jijel

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar a inspecté, jeudi à Alger, l'entreprise publique "El Mahroussa" pour la production des huiles alimentaires, une unité transférée au groupe public des industries alimentaires "Agrodiv", dans le cadre de la récupération des biens

confisqués aux personnes morales et physiques poursuivies par la justice et contre lesquelles des jugements définitifs ont été prononcés. Inspectant des projets industriels à Alger, en compagnie du ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Djamel Lotfi Benbahmed et le

wali d'Alger, Ahmed Maâbed, le ministre s'est enquis des différents unités de l'usine d'huile de table de cette entreprise à l'arrêt pendant près de deux ans, ainsi que des travaux d'extension des capacités de production. Le transfert de cette entreprise vient dans le cadre de la récu-

pération des biens confisqués aux personnes morales et physiques poursuivies par la justice et contre lesquelles des jugements définitifs ont été prononcés, en exécution des instructions du président de la République et le plan d'action du gouvernement pour la relance de toutes les entreprises à l'arrêt. Les capacités de production de cette unité s'élèvent actuellement à 130 000 tonnes/jour, a fait savoir le ministre qui a annoncé l'aval donné à un projet d'augmentation des capacités à 400 000 tonnes/jours; ce qui permettra à cette usine de satisfaire 25% des besoins du marché. Évoquant l'usine de production de l'huile de table à Jijel (unité Kotama), confiée actuellement au Groupe Madar, M. Zaghdar a indiqué que cette unité, devant entrer en production dans 14 mois, permettra, à la faveur d'une coordination avec l'usine "El Mahroussa", de parvenir à une satisfaction de 65 à 70% des besoins nationaux. L'Algérie pourra, grâce à ces unités de production (publique et privée, réaliser l'autosuffisance à l'horizon 2023, voire exporter cette matière.

R. E.

EAU POTABLE À ALGER

La SEAL déploré une fuite de 30 à 40% des volumes distribués

Les fuites sur les réseaux d'eau potable dans la wilaya d'Alger ont représenté 30 à 40 % des volumes d'eau distribués quotidiennement depuis le début de l'année en cours, a indiqué hier Amine Hamadane, directeur général adjoint de la Société d'eau et d'assainissement d'Alger (SEAL) chargé des services publics. Dans une déclaration à la presse en marge d'une rencontre d'information et de sensibilisation à la rationalisation de l'utilisation de l'eau au profit des imams des wilayas d'Alger, de Boumerdès, de Tipasa et de Blida, M. Hamadane a fait savoir que "les équipes de la SEAL œuvrent d'arrache-pied à localiser et réparer ces fuites afin d'éviter le gaspillage d'eau", rappelant qu'"un programme est en cours pour la rénovation des conduites d'eau vétustes qui constituent le véritable problème à l'origine des fuites d'eau". Il a rappelé, dans ce sens, que la wilaya d'Alger comptait un total de 6 000 km de canalisations de distribution d'eau potable, contre 1 200 Km à Tipasa. Répondant à une question sur la possibilité de modifier le programme de distribution d'eau potable, M. Hamadane a affirmé que le programme actuel (la distribution de l'eau potable tous les deux jours) est toujours valide, ajoutant que "les dernières précipitations ne sont pas suffisantes pour le retour à un approvisionnement quotidien".

R. E.

BOUIRA

Un faussaire de billets de banque écroué à Kadiria

Dans le cadre de la lutte contre tous types de criminalité, les éléments de la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) relevant de la sûreté de la daïra de Kadiria, région sise à une trentaine de kilomètres à l'Ouest de Bouira, ont réussi avant-hier à mettre hors d'état de nuire un faussaire de billets de banque, avons-nous appris auprès de la cellule de la communication de la sûreté de wilaya. Ce coup de filet des hommes de la sécurité a été rendu possible suite aux précieuses informations, parvenues à la sûreté de la daïra indiquant qu'un jeune homme utilise, dans des achats des faux billets de banque de type 2000 da. Les éléments de la sécurité ont magistralement exécuté une descente punitive dans un quartier où se trouvait le mis en cause. Pris la main dans le sac, après sa fouille, les policiers ont découvert sur le faussaire 9 faux billets de banque de type 2000

dinars algériens. Conduit dans les locaux de la BMPJ, où il a été auditionné sur procès verbal, le trafiquant a été, par la suite, présenté devant le procureur instructeur près le tribunal de Lakhdaria, ce dernier avait ordonné sa mise sous mandat de dépôt en attendant sa comparution devant le doyen des juges du tribunal de Bouira où il aura à répondre de son acte... criminel. Par ailleurs nous apprenons auprès des sources judiciaires locales, qu'un autre groupe de faussaires a été récemment écroué par les services combinés, de la sécurité, (gendarmérie nationale et sûreté nationale. Les éléments de ce groupe sont originaires de plusieurs régions de la wilaya indiquent nos sources. Les mis en cause ont été aussi présentés, devant le procureur près le tribunal de Bouira qui les a placés, sous mandat de dépôt en attendant leur procès.

Omar Soualah

13 VICTOIRES SUR 14 POSSIBLES DANS L'ENCEINTE FOOTBALLISTIQUE DE BLIDA

Les barrages, dernier baroud d'honneur des Verts à «Tchaker»

Depuis la fin du précédent match de la sélection algérienne face au Burkina Faso, que de bruit court au sujet d'un éventuel changement de domiciliation des Verts en prévision du match barrage. L'état catastrophique de la pelouse du stade Mustapha-Tchaker de Blida, a rendu compliquée la mission des Fennecs qui ont passé à côté d'une élimination surprise.



PH: DR

Ce n'est pas la première fois que cette pelouse porte préjudice aux protégés de Djamel Belmadi, qui l'ont déjà critiqué acerbement lors des rencontres des mois de septembre et octobre.

Malgré tout cela, on croit savoir que les Verts vont bel et bien terminer les éliminatoires du Mondial à Tchaker. Ils espèrent néanmoins que l'état de la pelouse soit meilleur en mars prochain, date des barrages.

Cette décision a été prise par les joueurs et l'entraîneur Belmadi à l'issue du précédent match contre les Etalons. Elle est motivée beaucoup plus par des considéra-

tions psychologiques, vu que ce stade a souri aux Verts lors des qualifications au Mondial-2010 et celui suivant de 2014.

Et comme dit l'adage : «jamais deux sans trois», les camarades de Mahrez espèrent avoir la même réussite dans ce stade à l'occasion de la dernière étape précédant le rendez-vous planétaire de Qatar.

Il faut dire que le nom du stade Tchaker est désormais lié aux meilleures performances des Fennecs lors des dernières années. Cette enceinte footballistique est devenue une véritable citadelle où aucun adversaire n'a

réussi à y avoir raison de l'équipe nationale. C'est dans ce stade d'ailleurs que l'Algérie a retrouvé le gotha mondial en y décrochant sa qualification à la coupe du monde de 2010 après 24 ans d'absence.

Les Verts ont joué 15 matchs comptant pour les éliminatoires de la coupe du monde des quatre éditions de 2010, 2014, 2018 et 2022. Ils en ont remporté 13, et fait deux matchs nuls contre le Cameroun (1-1) et tout récemment face au Burkina Faso (2-2). Au cours de ces 15 rencontres, l'attaque algérienne a inscrit 47 buts, soit

une moyenne de 3,1 buts par match, tout en concédant 9 buts, soit une moyenne de 0,6 but par rencontre. Les Fennecs ont réussi aussi à garder leur cage vierge pendant huit matchs, soit un peu plus de la moitié des parties jouées à Blida dans le cadre des éliminatoires du Mondial. Une réussite que tous les Algériens souhaitent qu'elle soit prolongée à l'occasion des prochains barrages, un rendez-vous qui pourrait bien constituer le dernier baroud d'honneur du "Club Algérie" au stade Tchaker.

Hakim S.

IL LES A QUALIFIÉS DES MEILLEURS D'AFRIQUE

Nabil Maâloul fait les éloges des Verts

Le technicien tunisien Nabil Maâloul, qui s'exprimait au micro de la chaîne égyptienne "On Time", a fait l'éloge de l'équipe nationale algérienne, et de ce qu'elle a présenté au cours de son parcours jusqu'à présent, lors des éliminatoires de la Coupe du monde 2022 au Qatar. Dans ses déclarations, Nabil Maaloul a jugé que l'équipe nationale algérienne est actuellement «la sélection la plus forte du continent africain». Dans ce contexte, Maaloul a ajouté que le niveau de la bande au sélectionneur national algérien Djamel Belmadi est bien meilleur de celui du reste des équipes du continent "noir", "ce qui est incontestable", a-t-il dit.

Invité à comparer les Fennecs avec les Lions de l'Atlas marocains, l'ancien international tunisien a affirmé que ces derniers forment «une équipe qui monte en force sur la scène du football africain, sous la houlette de l'entraîneur bosniaque Vahid Halilhodzic.

Nabil Maâloul, a également vanté la sélection sénégalaise, qui n'est autre que le vice-champion d'Afrique, mettant en exergue le rôle joué par l'entraîneur Aliou Cissé et l'excellent travail qu'il est en train de réaliser avec les Lions de la Teranga. Il a, en outre, estimé que la puissance montrée par les sélections



africaines lors des éliminatoires de la phase de groupes ne veut rien dire dans les deux matches du barrage des qualifications africaines de la Coupe du monde 2022 au Qatar.

Et le porte-parole a ajouté que seulement quatre jours sépareront le match aller du tour décisif, ce qui indique que ce seront des confrontations très difficiles pour toutes les équipes.

L'ancien sélectionneur des Aigles de Carthage, actuellement à la tête de la sélection du Koweït, a souhaité, au passage, la qualification des quatre sélections arabes présentes aux barrages, avouant en revanche la difficulté de la mission qui les attend, «surtout que les deux matchs aller-retour se joueront en l'espace de quatre jours seulement».

H. S.

**S
T
R
O
P
S**

CLASSEMENT FIFA

L'Algérie perd deux places

L'équipe algérienne de football, a perdu deux places (32e), au dernier classement mondial de la Fédération internationale de football (Fifa), publié vendredi par l'instance mondiale sur son site officiel.

Au plan continental, l'Algérie a préservé son quatrième rang, derrière le Sénégal (20e, inchangé), le Maroc (28e, +1), et la Tunisie (29e, +1), mais devance le Nigeria (26e, inchangé). Les autres sélections qui complètent le Top 10 africain sont: l'Égypte (45e, -1), le

COUPE ARABE FIFA-2021

L'EN A' dès le 26 novembre à Doha

L'équipe nationale de football A', s'envolera pour Doha (Qatar) le vendredi 26 novembre, en vue de sa participation à la Coupe arabe 2021 de la Fifa, prévue au Qatar du 30 novembre au 18 décembre, a appris l'APS vendredi auprès de la Fédération algérienne (FAF). Durant sa période préparatoire, l'équipe nationale A' effectuera quatre stages, dont le dernier du 8 au 16 novembre à Dubaï (Émirats arabes unis), ponctué par un test amical face à la Nouvelle-Zélande (défaite 2-1). Les trois premiers stages se sont déroulés en juin, août, et octobre derniers, ponctués par des matchs amicaux face au Liberia à Oran (5-1), la Syrie (2-1) et le Burundi (3-0) à Doha, et devant le Bénin à Alger (3-1). En vue du rendez-vous arabe, l'équipe nationale, dirigée sur le banc par Madjid Bougherra, sera renforcée par des éléments évoluant en Tunisie mais également par d'autres qui jouent au Golfe, et qui sont issus de l'équipe A: le portier Raïs M'bolhi (Al-Ittifaq/ Arabie saoudite), l'attaquant Baghdad Bounedjah (Al-Sadd/ Qatar), l'ailier gauche Youcef Belaïli (Qatar SC), et le défenseur Djamel Benlamri (Qatar SC). "Nous allons mettre à profit cette Coupe arabe pour utiliser certains internationaux A évoluant au Golfe, tout en étant performants. Nous avons une relation de travail avec Bougherra. Seulement, on ne peut pas les sur-utiliser, il y aura un dosage à faire, on devra être bons là-dessus. Ils ne vont pas jouer tous les matchs, surtout si on ira au bout de la compétition, avec un rythme d'un match chaque trois jours. Ce serait très risqué", avait indiqué le coach national Djamel Belmadi, qui à travers cette décision, compte permettre à ces éléments de "garder le rythme", en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 (reportée à 2022) au Cameroun (9 janvier - 6 février). Lors du rendez-vous arabe, l'Algérie évoluera dans le groupe D, en compagnie de l'Égypte, du Soudan et du Liban. Les coéquipiers de Réda Bensayah (JS Kabylie) entameront le tournoi le mercredi 1er décembre face au Soudan, au stade Ahmed-Ben Ali à Doha (11h00 algériennes), avant d'affronter le Liban, le samedi 4 décembre au stade Al-Janoub (14h00), puis l'Égypte, le mardi 7 décembre, toujours au stade Al-Janoub (20h00).



Cameroun (50e, +4), le Ghana (52e, inchangé), le Mali (52e, inchangé), et la Côte d'Ivoire (56e, -5). De ce fait, l'équipe nationale est assurée de faire partie du chapeau N.1, lors du tirage au sort des barrages de la Coupe du monde 2022 au Qatar, composé également du Sénégal, du Maroc, de la Tunisie, et du Nigeria. Le chapeau N.2 est composé de l'Égypte, du Cameroun, du Ghana, du Mali, et de la RD Congo, qui a progressé de 3 places pour occuper le 64e rang. Les trois prochains adversaires des "Verts" au premier tour de la CAN-2021 (reportée à 2022, ndr) au Cameroun (9 janvier - 6 février): la Côte d'Ivoire, Sierra-Leone, et la Guinée équatoriale, sont logées respectivement à la 56e (-5), 108e (-1), et 114e place (+12). Dans le haut du classement, la Belgique est assurée de terminer 2021 en tête, devant le Brésil et la France. Cela fait depuis 2018 que la sélection de Kevin de

Bruyne et Eden Hazard (1.828,45 pts) clôture l'année civile à la première place. Mais la "Selecao" (1.826,35 pts) n'a pas été loin de doubler au finish les Belges, sauvés par le match nul face à l'Argentine des Brésiliens (0-0), les privant des derniers points nécessaires. Les Français, qui ont validé en novembre leur ticket pour le Mondial-2022, se maintiennent dans la roue du duo de tête, avec 1786,15 points. Les équipes du top 10 restent inchangées, à l'exception des Pays-Bas qui ont profité de la réforme du Mexique, battu deux fois, pour prendre la 10e place. L'Italie recule au sixième rang (-2 places), après avoir terminé deuxième derrière la Suisse de son groupe des éliminatoires pour la Coupe du monde, ce qui contraind la "Nazionale" à passer par des barrages. 145 matches internationaux ont été disputés en novembre. Le prochain classement sera publié le 23 décembre 2021.

CAN-2021

Le stage pré-compétitif des Verts à Doha

L'équipe nationale de football, devrait effectuer un stage pré-compétitif à Doha (Qatar), en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 au Cameroun (reportée à 2022, ndr) du 9 janvier au 6 février, a appris l'APS vendredi auprès d'une source autorisée. Sauf changement de dernière minute, les "Verts" vont effectuer leur deuxième étape préparatoire dans la capitale qatarienne, avec au menu un ou deux matchs amicaux, contre des sélections africaines, qui restent à désigner, précise la même source. La première étape sera entamée durant la troisième semaine du mois de décembre au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, et qui concerne dans un premier temps, les joueurs qui évoluent dans les championnats européens, dont la trêve hivernale est prévue à partir du 20 décembre. L'effectif des champions d'Afrique, appelé à prendre part à la CAN-2021, sera au grand complet à partir du 27 décembre prochain. Des joueurs à l'image de Rami Bensebaïni (Borussia Mönchengladbach/ Allemagne), Youcef Atal (OGC Nice), ou encore Haris Belkhiba (Stade brestois), devraient constituer le

premier contingent à rejoindre Sidi Moussa. En revanche, les deux joueurs évoluant en Premier league anglaise: Riyad Mahrez (Manchester City) et Saïd Benrahma (West Ham), devront se libérer de leurs clubs respectifs, puisque le championnat se poursuivra jusqu'au 1er janvier 2022, avec au menu le "Boxing Day". Le choix de se pré-

parer à Doha avait été déjà adopté avant la dernière CAN-2019 en Égypte, remportée par l'Algérie. Les "Verts" avaient disputés deux tests amicaux avant leur départ au Caire: face au Burundi (1-1) et au Mali (3-2). L'Algérie, tenante du trophée, évoluera dans le groupe E, en compagnie de la Sierra Leone, la Guinée équatoriale, et la Côte d'Ivoire.

CNRL

Levée d'interdiction de recrutement pour l'ASAM et la JSMS

La Commission nationale de résolution des litiges (CNRL), a annoncé la levée d'interdiction de recrutement pour l'AS Ain M'lila et la JSM Skikda, pensionnaires de la Ligue 2 amateur, a indiqué la Ligue nationale de football amateur (LNFA), jeudi soir sur son site officiel. En revanche, il reste encore 7 clubs interdits d'enrôlement de nouveaux joueurs, à savoir, l'USM Bel-Abbès, le CAB Bou Arreridj, le MO Béjaïa, le MC Saïda, le MC El-Eulma, la JSM Béjaïa, et l'ASM Oran. Au début de mois de novembre, ladite commission a levé l'interdiction de recrutement pour six formations: USM El-Harrach, USM Annaba, RC Kouba, USMM Hadjout, CA Batna, et MO Constantine. Le président de la LNFA Ali Malek, avait affirmé à l'APS, à la veille du coup d'envoi de la saison 2021-2022, que son instance avait pris des mesures exceptionnelles, sur le plan financier, pour faciliter aux clubs le retrait de leurs nouvelles licences. "En raison des problèmes financiers qui secouent l'intégralité des clubs algériens, nous avons jugé utile de les aider pour pouvoir retirer les licences de leurs joueurs, en réduisant de 50% le montant de leurs dettes. Nous savons pertinemment que les clubs sont dans l'impossibilité de payer l'intégralité de leurs dettes cumulées au niveau de la chambre nationale de résolution des litiges (CNRL)".

LIGUE 2 ALGÉRIENNE (5E JOURNÉE)

Le RC Kouba enchaîne, l'USM Annaba prend les commandes

Le RC Kouba, leader invaincu du groupe Centre-Ouest de la Ligue 2 de football, a enchaîné vendredi avec un cinquième succès de rang contre l'USM Bel-Abbès (1-0), alors que l'USM Annaba vainqueur en déplacement contre le MC El-Eulma (1-0) a pris les commandes du groupe Centre-Est. Le Raed, qui confirme à chaque journée ses ambitions de jouer les premiers rôles cette saison, s'est imposé à domicile grâce à un retourné acrobatique de sa nouvelle recrue, l'expérimenté Ahmed Gasmî en première période.

A la faveur de cette nouvelle victoire, le RC Kouba (1er - 15 pts) garde à distance son poursuivant direct le MC El Bayadh (2e - 13 pts), vainqueur de l'affiche de cette 5e journée devant le WA Boufarik (2-0). Troisième du classement du groupe Centre-Ouest, le MC Saïda (10 pts) a dominé l'ES Ben Aknoun (3-0), qui enchaîne les mauvais résultats en ce début de saison. De son côté, l'USM El-Harrach sous la houlette de son nouvel entraîneur, Kamel Bouhelal, a décroché sa première victoire de la saison en allant s'imposer chez le MCB Oued Sly (1-0). Ce succès permet aux Harrachis de s'extirper de la zone de relégation, occupant le 12e rang conjointement avec l'ESBA. Dans les autres matchs du groupe Centre-Ouest, le CRB Ain Ouessara et le CR Témouchent ont fait match nul (0-0), tout comme l'ASM Oran et le SC Ain Defla, qui accueillait, respectivement, l'USMM Hadjout (1-1) et le GC Mascara (1-1). La dernière rencontre de cette 5e journée s'est soldée par la victoire de la JSM Tiaret devant le SKAF El Khemis (2-0). Dans le groupe Centre-Est, l'USM Annaba vainqueur en déplacement contre le MC El Eulma (1-0), a profité de la défaite de l'US Chaouia face au NRB Téléghma (3-1), pour prendre les commandes du classement.

Enchaînant avec un quatrième succès de rang, les Annabis (1er - 12 pts) comptent deux points d'avance sur le trio: NRB Téléghma, l'US Chaouia et l'AS Ain M'lila, qui a battu la JSM Béjaïa (1-0). Le deuxième club de la ville d'Annaba, HAMRA, s'est également illustré lors de cette journée en s'imposant largement devant le MO Constantine (3-0), qui reste scotché à la dernière place avec un petit point. La JS Bordj Ménael, deuxième du classement avant cette journée, a glissé au 5e rang après sa défaite en déplacement face au CA Batna (3-2), qui se hisse pour sa part à la 9e place avec six points. Dans les autres matchs groupe Centre-Est, l'USM Khenchela et le CA Bordj Bou Arreridj se sont quittés sur un score de parité (1-1), alors que l'RB Ouargla s'est imposé en déplacement devant l'IB Lakhdaria (1-0). La sixième journée de Ligue 2 aura lieu le mardi 30 novembre, selon le programme publié par la Ligue nationale de football amateur (LNFA).

RÉSULTATS

GROUPE CENTRE-EST
AS Ain M'lila - JSM Béjaïa 1-0
USM Khenchela - CA Bordj Bou Arreridj 1-1
NRB Téléghma - US Chaouia 3-1
CA Batna - JS Bordj Ménael 3-2
MO Béjaïa - JSM Skikda 0-0
HAMR Annaba - MO Constantine 3-0
MC El Eulma - USM Annaba 0-1
IB Lakhdaria - IRB Ouargla 0-1

Classement :	Pts	J
1). USM Annaba	12	5
2). US Chaouia	10	5
-). NRB Téléghma	10	5

GROUPE CENTRE-OUEST

JSM Tiaret - SKAF El Khemis 2-0
CRB Ain Ouessara - CR Témouchent 0-0
ASM Oran - USMM Hadjout 1-1
MC El Bayadh - WA Boufarik 2-0
SC Ain Defla - GC Mascara 1-1
RC Kouba - USM Bel-Abbès 1-0
MCB Oued Sly - USM El Harrach 0-1
MC Saïda - ES Ben Aknoun 3-0

Classement :	Pts	J
1). RC Kouba	15	5
2). MC El Bayadh	13	5
3). MC Saïda	10	5

REAL MADRID

Florentino Pérez menace l'UEFA pour la Super League

Présent ce samedi matin à Valdebebas pour l'Assemblée générale des socios, Florentino Pérez s'est exprimé sur la situation institutionnelle du club madrilène.

L'occasion également pour le président du Real Madrid d'évoquer la Super League et d'adresser un violent tacle auprès de l'UEFA. Florentino Pérez ne désarme pas en ce qui concerne la Super League, ce projet mort-né qu'il est l'un des derniers à défendre. Ce samedi, le président de la Casa Blanca avait d'ailleurs rendez-vous avec les socios du Real Madrid pour faire valider un nouvel emprunt afin de financer la fin des travaux du Santiago-Bernabéu. En préambule, le président des Merengues a cependant tenu un long discours dans lequel il a réaffirmé sa volonté de voir naître la Super League au plus vite. L'occasion également de pointer, selon

lui, les dérives du dopage financier qu'il observe au PSG ou à Manchester City.

«La Super League n'est pas seulement une nouvelle compétition. C'est tellement plus. Il s'agit de changer la dynamique du football. C'est la liberté. Elle a été conçue pour que les clubs européens puissent gérer leurs propres ligues internationales. C'est le projet qui va enfin protéger le fair-play financier et ainsi empêcher les clubs de recevoir un grand soutien financier, qu'ils soient états ou non (ndlr : PSG, Manchester City). C'est aussi de la solidarité et de l'engagement à créer une infrastructure dans le football. Malgré certaines informations toxiques, cette compétition ne se fera que si elle est compatible avec les ligues nationales», a tout d'abord justifié Florentino Pérez devant l'assemblée, dans des propos relayés par Mundo Deportivo. Véritable fer de lance de cette réforme souhaitée - bien que désavoué par le plus grand nombre - le patron madrilène semble donc toujours aussi déterminé à voir naître cette compétition sportive fermée (ou semi-fermée) entre certains des clubs de football les plus puissants du continent européen. Et après le temps des justifications assurant que «les accords établis par les clubs fondateurs respectent clairement les compétitions nationales» et que la Super League avait pour ambition de «rapprocher les jeunes du football», le boss des Merengues a sorti la sulfateuse, promettant, à ce titre, de régler ses comptes avec l'UEFA et son président, Aleksander Čeferin.

«IL FAUT RAPPELER À L'UEFA QUI EST LE REAL MADRID !»
«Les grands clubs d'Europe ont

TOTTENHAM

Le constat lucide d'Antonio Conte

Antonio Conte n'est pas dupe. Le technicien italien de 52 ans, récemment nommé manager des Spurs, est, au contraire, bien conscient des difficultés qui l'attendent du côté du Tottenham Hotspur Stadium. S'il n'a pour le moment pas connu la défaite après avoir dirigé ses deux premières rencontres (victoire contre le Vitesse Arnheim en C4, puis nul à Everton en Premier League), ses joueurs ont vécu un début de saison en demi-teinte sous les ordres de son prédécesseur, Nuno Espírito Santo. « Je dois être honnête avec les fans et dire qu'actuellement et pour de nombreuses raisons, il y a un écart avec au moins quatre équipes », a-t-il dans un premier temps lâché au cours d'un entretien à Sky Sports. « Nous devons travailler dur pour essayer de combler cet écart en peu de temps. Si vous obtenez le temps, vous ne pouvez pas le perdre », a ensuite poursuivi l'ancien coach de Chelsea, de la Juventus ou encore de l'Inter Milan. Avant de rassurer, plus ambitieux que jamais. « L'objectif pour moi et pour le club est d'être compétitif et d'essayer de se battre avec des équipes que je pense en ce moment supérieures à nous. Arriver en milieu de saison n'est pas facile pour moi et pour tout le monde mais c'est un autre grand défi. C'est peut-être un peu plus difficile à relever que ce que j'ai connu auparavant, mais j'aime ce type de situation. »



la responsabilité de prendre soin de l'avenir du football. C'est nous et non l'UEFA qui supportons tous les coûts et risques opérationnels. (...) Douze des clubs les plus importants au monde ont annoncé la Super League européenne et ont fondé une société basée à Madrid. L'UEFA a refusé tout dialogue avec la Super League et a raconté une fausse histoire. Il n'est pas acceptable que le président de l'UEFA insulte le président de l'un des clubs les plus importants de l'histoire. Ces menaces et pressions n'ont eu aucun effet sur trois clubs avec 20 Ligues des Champions (ndlr : Real Madrid, Barcelone, Juventus). Ces clubs travaillent pour que le football continue d'intéresser les nouvelles générations.» Mais le point culminant du discours est venu quand Florentino Pérez a déclaré : «l'UEFA a repoussé certaines idées, a menacé les clubs, a insulté ses présidents. Tout était bon pour mettre fin à la Super League: pression, menaces... Il faut rappeler à l'UEFA qui est le Real Madrid! On ne peut pas accepter que le président de l'UEFA insulte le président d'un des clubs les plus importants de l'histoire.» Une sortie aussi autoritaire

que véhémement entraînant les applaudissements des membres de l'Assemblée générale présents à Valdebebas, reprenant alors en chœur : «rois d'Europe, nous sommes les rois de l'Europe». Pour conclure, Pérez a ainsi regretté le fait qu'il y ait des fédérations qui ont un vote et qui ne font même pas partie de l'Europe. Aussi des pays que nous aimons beaucoup, comme Andorre ou Saint-Marin, dont le vote vaut le même que celui de l'Allemagne avec beaucoup moins de population.» Avant de réaffirmer sa position quant à la Super League et sa volonté de se battre vis à vis de l'UEFA : «nous ne céderons pas parce que nous avons tous entendu le président de l'UEFA déclarer son intention d'assouplir les règles du fair-play financier. Cela compromettrait sérieusement notre avenir. Il est essentiel que tous les clubs de football puissent vivre de ce qui est généré par leur propre jeu. La Super League veut un football plus compétitif et plus solidaire.» Une sortie fracassante du président madrilène qui risque, à coup sûr, de faire réagir le plus grand nombre dans les jours à venir.

MANCHESTER CITY

Positif au Covid, De Bruyne forfait contre le PSG



Le milieu de terrain belge de Manchester City Kevin De Bruyne est "positif au Covid" et manquera les matches contre Everton en championnat dimanche et le Paris SG en Ligue des champions mercredi, a annoncé l'entraîneur Pep Guardiola vendredi. "Kevin est positif au Covid. Il sera à l'isolement 10 jours", a déclaré Guardiola en conférence de presse, à cinq jours du match à domicile contre le PSG, décisif pour la qualification en huitièmes de finale. "Il y a deux jours, il m'a dit qu'il était positif. Il est ici (à Manchester)", a précisé le technicien catalan à propos de l'international belge de retour de sélection. "Il doit bien récupérer.

L'humain est plus important que tout le reste", a ajouté l'entraîneur manucien. Guardiola a révélé que le joueur de 30 ans avait été

vacciné. "En ce moment, des gens meurent (à cause de) cette pandémie. Il a été vacciné, il est donc plus protégé et j'espère que les symptômes

BAYERN MUNICH

La grosse colère de Julian Nagelsmann après la défaite à Augsburg

Défait sur le terrain d'Augsbourg vendredi soir, le Bayern Munich a concédé sa troisième défaite sur ses neuf derniers matches toutes compétitions confondues. Une défaite que ne digère pas son entraîneur Julian Nagelsmann, furieux de la prestation de siens sans pour autant minimiser celle de l'adversaire, provisoirement non-barragiste grâce à sa troisième victoire à domicile, qui «n'était pas imméritée à mes yeux», comme a pu l'affirmer le coach bavarois après la rencontre. «Aujourd'hui, c'est effectivement aussi le premier jour où je suis vraiment en colère contre nous en tant qu'entraîneur du Bayern. Nous devons faire nettement mieux que ce que nous avons fait aujourd'hui. Si nous jouions plus longtemps à égalité, alors la pression que nous exerçons sera un jour si grande que nous gagnerons le match», a-t-il ajouté en zone mixte.

MANCHESTER UNITED

Ça pousse pour Dembélé

Victime de blessures récurrentes ces dernières années, Ousmane Dembélé (24 ans, 1 apparition en coupe d'Europe cette saison) arrive en fin de contrat avec le FC Barcelone en juin prochain. Alors que ses dirigeants veulent le convaincre de prolonger, l'ailier français dispose d'une belle cote. Selon Mundo Deportivo, Manchester United pousse fort pour le récupérer. Le club anglais, qui n'aura pas à payer d'indemnités de transfert, désire lui offrir un bail en béton pour l'inciter à faire ses valises. Une mauvaise nouvelle pour les Blaugrana, qui n'ont pas les moyens de s'aligner sur ce que pourrait proposer les Red Devils.

CHELSEA

Tuchel se mouille pour Christensen

Revenu à un excellent niveau, Andreas Christensen (25 ans, 13 matchs et 1 but toutes compétitions cette saison) arrive, comme César Azpilicueta et Antonio Rüdiger, en fin de contrat en juin prochain. Interrogé au sujet de son défenseur central, l'entraîneur de Chelsea, Thomas Tuchel, espère le voir prolonger au plus vite. "Pour Andreas, de mon point de vue, tout le monde veut la même chose, l'entraîneur veut la même chose, le club veut la même chose et le joueur veut la même chose. Donc, j'espère et évidemment j'attends de bonnes nouvelles dans les prochains jours", a indiqué le manager allemand face aux journalistes.

CONSTANTINE. RÉSEAU ÉLECTRIQUE

Vers le raccordement de 70 exploitations agricoles

Un projet de raccordement de 70 exploitations agricoles au réseau électrique, à travers cinq (5) communes de la wilaya de Constantine, est en cours de concrétisation, a-t-on appris vendredi auprès de la chargée de communication de la direction de distribution de l'électricité et du gaz de Ali Mendjeli.

"Ce projet concerne le raccordement de 49 exploitations agricoles relevant de la direction locale des services agricoles (DSA) et 21 autres exploitations d'investisseurs privés", a précisé à l'APS, Wahiba Takhris, affirmant que la satisfaction des demandes de raccordement des exploitations agricoles au réseau d'électricité, formulées au cours de l'année 2021, constitue "une priorité", conformément aux orienta-



tions du président directeur général (P-DG) de Sonelgaz. Dans les détails, la responsable de la communication a indiqué qu'actuellement, le raccordement en cette énergie d'une (1) exploitation a été mis en service, alors que les travaux de raccordement dans 14 autres ont été achevés avec une mise en service prévue "incessamment". Aussi, les travaux de fourniture de l'électri-

cité à sept (7) autres exploitations agricoles sont en cours de réalisation, tandis que le reste des demandes est en cours de traitement, a ajouté, Mme Takhris, affirmant que le Groupe Sonelgaz s'emploie à soutenir les efforts d'investissement dans le secteur agricole et assurer le développement durable. La même source a indiqué qu'un montant estimé à 121 millions de dinars a été

«Ce projet concerne le raccordement de 49 exploitations agricoles relevant de la direction locale des services agricoles (DSA) et 21 autres exploitations d'investisseurs privés»

Wahiba Takhris

alloué pour la concrétisation de ces projets, relevant que ces exploitations agricoles sont implantées dans les communes d'El-Khroub, Aïn Smara, Ouled Rahmoune et Aïn Abid. S'agissant des demandes d'alimentation en électricité formulées par des investisseurs privés, la même source a souligné que cinq (5) demandes ont été satisfaites avec les travaux et la mise en service du réseau électrique au profit de 5 fermes à Aïn Abid, Aïn Nahas, Benbadis, Ouled Rahmoune et Aïn Smara. Elle a également affirmé que trois (3) demandes similaires ont été validées et les travaux d'installation du réseau électrique "sont en cours", indiquant que 31 millions de dinars ont été alloués à ces projets.

TIZI-OUZOU. SOCIÉTÉ

Plus d'une centaine d'enfants en situation de danger enregistrés

Un total de 116 enfants en situation de danger moral et physique a été enregistré à Tizi-Ouzou par les services de la sûreté de wilaya depuis le début de cette année 2021, rapporte vendredi un communiqué de cette institution sécuritaire. Cent douze (112) d'entre eux ont été remis à leurs parents tandis que 4 autres ont été placés dans des centres pour enfants, 1 au centre de rééducation de Boukhalifa et 3 au centre d'enfance abandonnée. La même source a ajouté que 65 enfants ont été victimes de violences dont 24 dans des affaires de coups et blessures volontaires, alors que le nombre d'enfants impliqués dans des affaires criminelles est de 41 dont 23 liées au vol et à la dégradation de biens d'autrui. L'année précédente, 2020, il a été enregistré 108 enfants en situation de danger moral et physique dont 98 ont regagné leur domicile et 10 placés dans des centres pour enfants, est-il rappelé de même source. S'agissant du nombre d'enfants victimes de violences était de 53, dont 28 dans des affaires de coups et blessures, et ceux impliqués dans des affaires criminelles de 43 dont 16 dans des affaires de vols et dégradation de biens d'autrui.

BÉCHAR. FACULTÉ DE MÉDECINE

Sortie de la première promotion de médecins

La première promotion forte de 32 médecins-généralistes est sortie de la faculté des sciences médicales de l'université "Tahri Mohamed" de Béchar après un cursus de formation pédagogique et théorique de sept ans (2014-2021). S'exprimant lors de la cérémonie de sortie, le wali de Béchar, Mohamed Saïd Benkamou, a souligné que "cette promotion, fruit de la volonté politique des hautes instances du pays, devra contribuer à la consolidation de l'encadrement médical du secteur de la santé de Béchar, du Sud du pays et du pays en général". Le chef de l'exécutif de la wilaya a aussi annoncé à cette occasion que les membres de cette première promotion seront affectés pour le renforcement des structures de santé à travers la wilaya. De son côté le recteur de l'université "Tahri Mohamed", a indiqué que cette promotion "est un acquis pour la wilaya, qui verra ainsi la consolidation de son encadrement médical". "L'apport des enseignants de la facul-

té des sciences médicales et de l'hôpital militaire régional universitaire de Béchar (HMRUB) "Dahmani Slimane", a été très important dans la formation théorique et pratique de ces médecins", a déclaré Mejouad Mohamed. Pour sa part, le président du conseil de l'ordre de déontologie médicale, le DR Ben Dada Cheikh, qui a pris part à la cérémonie de prestation de serment, a affirmé à cette occasion que "la formation et la sortie de cette première promotion des médecins confirme "le travail laborieux et serein des enseignants et du staff administratif qui ont relevé le défi des contraintes afin d'assurer la formation et la sortie de médecins compétents". La faculté des sciences médicales de la même université a été ouverte aux étudiants en 2014. Elle est la première institution universitaire dans le sud-ouest du pays dédiée à la formation universitaire en sciences médicales et dont l'encadrement pédagogique est assuré par une quarantaine de spécialistes.

SAÏDA. SOCIÉTÉ

Remise des clés de plus de 80 logements publics locatifs

L'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de Saïda a lancé, jeudi à Aïn S'khouna, l'opération de remise des clés de 84 logements publics locatifs à leurs bénéficiaires, a-t-on appris auprès des services compétents. La remise des clés de 80 logements de type F3 s'est déroulée au niveau du nouveau pôle urbain de la commune de Aïn S'khouna. La liste provisoire des bénéficiaires de ce quota de logements a été rendue public en août dernier par les services de la daïra de Hassasna dont relève la commune de Aïn S'khouna avant l'achèvement de l'opération des recours. Les services de l'OPGI ont mené, en novembre en cours, un tirage au sort pour affecter les logements aux bénéficiaires. Pour rappel, les services de l'OPGI de Saïda ont déjà distribué, au début du mois de novembre courant, un quota de 40 logements publics locatifs dans la zone d'Aïn Zerga (commune d'Ouled Khaled). La daïra de Hassasna a bénéficié d'un quota de 316 logements dont 236 unités déjà livrées et 80 autres sont en cours de réalisation.

NÂAMA. CHEPTEL

Vaccination de 1000 ovins suite à la découverte d'un foyer de clavelée

Quelque 1 000 ovins ont été vaccinés suite à la découverte ces deux derniers jours d'un foyer de clavelée dans la commune de Tiout (wilaya de Nâama), a-t-on appris jeudi auprès de l'inspection locale vétérinaire. L'opération de vaccination a eu lieu après que les services concernés ont découvert un foyer d'infection du bétail par cette zoonose, a indiqué l'inspecteur vétérinaire Bessadate Abderrahmane. Le foyer de l'épizootie a été confirmé par le laboratoire vétérinaire, après avoir prélevé des échantillons sur des ovins appartenant à deux éleveurs au niveau d'El Meïdane, dans la commune de Tiout. Une équipe vétérinaire a été mobilisée à cet effet et les doses de vaccins nécessaires fournies pour assurer un bon déroulement de l'opération de vaccination au niveau des zones pastorales de la commune de Tiout, a souligné M. Bessadate, précisant que "tous les moyens ont été mobilisés pour circonscrire la propagation de cette maladie. Les vétérinaires prodigueront des informations et des mesures à suivre par les éleveurs pour isoler le bétail infecté ou suspecté afin d'éviter l'infection". La direction locale des services agricoles a mené, en collaboration avec la chambre agricole de la wilaya, des actions de sensibilisation des éleveurs de bétail sur la nécessité de vacciner leurs troupeaux et d'atteindre les objectifs de la campagne de vaccination 2021-2022 au temps opportun afin de prévenir les contaminations et de protéger le bétail contre les différentes zoonoses.

SIDI BEL-ABBÈS. DSA

172 000 ha réservés à la céréaliculture

Une superficie de plus de 172 000 hectares est réservée, dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, à la céréaliculture au titre de la saison agricole 2021-2022, a-t-on appris jeudi du directeur des services agricoles (DSA), Belguendouz Moussouni. En marge du lancement officiel de la campagne labours-semailles à l'exploitation agricole basée sur le chemin de Telagh, le DSA de Sidi Bel-Abbès a indiqué qu'une superficie de 4 600 hectares (ha) a été en outre dédiée à la culture de légumes secs et plus de 10 000 ha à la culture fourragère. S'agissant de la culture du soja, un programme a été élaboré pour atteindre une superficie de 500 ha dans la wilaya, a-t-il fait savoir, soulignant que 162 agriculteurs ont adhéré à ce programme et que la superficie emblavée a atteint à ce jour 90 ha. En plus, 58 000 quintaux (qx) de semences de blé dur et tendre et orge sont réservés au niveau des quatre Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) implantées dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, selon le DSA qui a fait part de la fourniture de plus de 32 000 qx de semences aux agriculteurs pour activer la campagne labours-semailles. Le directeur local des services agricoles a appelé les agriculteurs à se rapprocher du guichet unique à travers les CCLS pour bénéficier des facilités accordées tel le crédit Rfig, signalant le dépôt cette année de 204 dossiers dont 157 avalsés alors que 47 autres sont en cours d'étude.

CONSTANTINE. RÉSEAU ÉLECTRIQUE

Vers le raccordement de 70 exploitations agricoles

Un projet de raccordement de 70 exploitations agricoles au réseau électrique, à travers cinq (5) communes de la wilaya de Constantine, est en cours de concrétisation, a-t-on appris vendredi auprès de la chargée de communication de la direction de distribution de l'électricité et du gaz de Ali Mendjeli.

"Ce projet concerne le raccordement de 49 exploitations agricoles relevant de la direction locale des services agricoles (DSA) et 21 autres exploitations d'investisseurs privés", a précisé à l'APS, Wahiba Takhris, affirmant que la satisfaction des demandes de raccordement des exploitations agricoles au réseau d'électricité, formulées au cours de l'année 2021, constitue "une priorité", conformément aux orienta-



tions du président directeur général (P-DG) de Sonelgaz. Dans les détails, la responsable de la communication a indiqué qu'actuellement, le raccordement en cette énergie d'une (1) exploitation a été mis en service, alors que les travaux de raccordement dans 14 autres ont été achevés avec une mise en service prévue "incessamment". Aussi, les travaux de fourniture de l'électri-

cité à sept (7) autres exploitations agricoles sont en cours de réalisation, tandis que le reste des demandes est en cours de traitement, a ajouté, Mme Takhris, affirmant que le Groupe Sonelgaz s'emploie à soutenir les efforts d'investissement dans le secteur agricole et assurer le développement durable. La même source a indiqué qu'un montant estimé à 121 millions de dinars a été

«Ce projet concerne le raccordement de 49 exploitations agricoles relevant de la direction locale des services agricoles (DSA) et 21 autres exploitations d'investisseurs privés»

Wahiba Takhris

alloué pour la concrétisation de ces projets, relevant que ces exploitations agricoles sont implantées dans les communes d'El-Khroub, Aïn Smara, Ouled Rahmoune et Aïn Abid. S'agissant des demandes d'alimentation en électricité formulées par des investisseurs privés, la même source a souligné que cinq (5) demandes ont été satisfaites avec les travaux et la mise en service du réseau électrique au profit de 5 fermes à Aïn Abid, Aïn Nahas, Benbadis, Ouled Rahmoune et Aïn Smara. Elle a également affirmé que trois (3) demandes similaires ont été validées et les travaux d'installation du réseau électrique "sont en cours", indiquant que 31 millions de dinars ont été alloués à ces projets.

TIZI-OUZOU. SOCIÉTÉ

Plus d'une centaine d'enfants en situation de danger enregistrés

Un total de 116 enfants en situation de danger moral et physique a été enregistré à Tizi-Ouzou par les services de la sûreté de wilaya depuis le début de cette année 2021, rapporte vendredi un communiqué de cette institution sécuritaire. Cent douze (112) d'entre eux ont été remis à leurs parents tandis que 4 autres ont été placés dans des centres pour enfants, 1 au centre de rééducation de Boukhalifa et 3 au centre d'enfance abandonnée. La même source a ajouté que 65 enfants ont été victimes de violences dont 24 dans des affaires de coups et blessures volontaires, alors que le nombre d'enfants impliqués dans des affaires criminelles est de 41 dont 23 liées au vol et à la dégradation de biens d'autrui. L'année précédente, 2020, il a été enregistré 108 enfants en situation de danger moral et physique dont 98 ont regagné leur domicile et 10 placés dans des centres pour enfants, est-il rappelé de même source. S'agissant du nombre d'enfants victimes de violences était de 53, dont 28 dans des affaires de coups et blessures, et ceux impliqués dans des affaires criminelles de 43 dont 16 dans des affaires de vols et dégradation de biens d'autrui.

BÉCHAR. FACULTÉ DE MÉDECINE

Sortie de la première promotion de médecins

La première promotion forte de 32 médecins-généralistes est sortie de la faculté des sciences médicales de l'université "Tahri Mohamed" de Béchar après un cursus de formation pédagogique et théorique de sept ans (2014-2021). S'exprimant lors de la cérémonie de sortie, le wali de Béchar, Mohamed Saïd Benkamou, a souligné que "cette promotion, fruit de la volonté politique des hautes instances du pays, devra contribuer à la consolidation de l'encadrement médical du secteur de la santé de Béchar, du Sud du pays et du pays en général". Le chef de l'exécutif de la wilaya a aussi annoncé à cette occasion que les membres de cette première promotion seront affectés pour le renforcement des structures de santé à travers la wilaya. De son côté le recteur de l'université "Tahri Mohamed", a indiqué que cette promotion "est un acquis pour la wilaya, qui verra ainsi la consolidation de son encadrement médical". "L'apport des enseignants de la faculté

des sciences médicales et de l'hôpital militaire régional universitaire de Béchar (HMRUB) "Dahmani Slimane", a été très important dans la formation théorique et pratique de ces médecins", a déclaré Mejouad Mohamed. Pour sa part, le président du conseil de l'ordre de déontologie médicale, le DR Ben Dada Cheikh, qui a pris part à la cérémonie de prestation de serment, a affirmé à cette occasion que "la formation et la sortie de cette première promotion des médecins confirme "le travail laborieux et serein des enseignants et du staff administratif qui ont relevé le défi des contraintes afin d'assurer la formation et la sortie de médecins compétents". La faculté des sciences médicales de la même université a été ouverte aux étudiants en 2014. Elle est la première institution universitaire dans le sud-ouest du pays dédiée à la formation universitaire en sciences médicales et dont l'encadrement pédagogique est assuré par une quarantaine de spécialistes.

SAÏDA. SOCIÉTÉ

Remise des clés de plus de 80 logements publics locatifs

L'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de Saïda a lancé, jeudi à Aïn S'khouna, l'opération de remise des clés de 84 logements publics locatifs à leurs bénéficiaires, a-t-on appris auprès des services compétents. La remise des clés de 80 logements de type F3 s'est déroulée au niveau du nouveau pôle urbain de la commune de Aïn S'khouna. La liste provisoire des bénéficiaires de ce quota de logements a été rendue public en août dernier par les services de la daïra de Hassasna dont relève la commune de Aïn S'khouna avant l'achèvement de l'opération des recours. Les services de l'OPGI ont mené, en novembre en cours, un tirage au sort pour affecter les logements aux bénéficiaires. Pour rappel, les services de l'OPGI de Saïda ont déjà distribué, au début du mois de novembre courant, un quota de 40 logements publics locatifs dans la zone d'Aïn Zerga (commune d'Ouled Khaled). La daïra de Hassasna a bénéficié d'un quota de 316 logements dont 236 unités déjà livrées et 80 autres sont en cours de réalisation.

NÂAMA. CHEPTTEL

Vaccination de 1000 ovins suite à la découverte d'un foyer de clavelée

Quelque 1 000 ovins ont été vaccinés suite à la découverte ces deux derniers jours d'un foyer de clavelée dans la commune de Tiout (wilaya de Nâama), a-t-on appris jeudi auprès de l'inspection locale vétérinaire. L'opération de vaccination a eu lieu après que les services concernés ont découvert un foyer d'infection du bétail par cette zoonose, a indiqué l'inspecteur vétérinaire Bessadate Abderrahmane. Le foyer de l'épizootie a été confirmé par le laboratoire vétérinaire, après avoir prélevé des échantillons sur des ovins appartenant à deux éleveurs au niveau d'El Meïdane, dans la commune de Tiout. Une équipe vétérinaire a été mobilisée à cet effet et les doses de vaccins nécessaires fournies pour assurer un bon déroulement de l'opération de vaccination au niveau des zones pastorales de la commune de Tiout, a souligné M. Bessadate, précisant que "tous les moyens ont été mobilisés pour circonscrire la propagation de cette maladie. Les vétérinaires prodigueront des informations et des mesures à suivre par les éleveurs pour isoler le bétail infecté ou suspecté afin d'éviter l'infection". La direction locale des services agricoles a mené, en collaboration avec la chambre agricole de la wilaya, des actions de sensibilisation des éleveurs de bétail sur la nécessité de vacciner leurs troupeaux et d'atteindre les objectifs de la campagne de vaccination 2021-2022 au temps opportun afin de prévenir les contaminations et de protéger le bétail contre les différentes zoonoses.

SIDI BEL-ABBÈS. DSA

172 000 ha réservés à la céréaliculture

Une superficie de plus de 172 000 hectares est réservée, dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, à la céréaliculture au titre de la saison agricole 2021-2022, a-t-on appris jeudi du directeur des services agricoles (DSA), Belguendouz Moussouni. En marge du lancement officiel de la campagne labours-semailles à l'exploitation agricole basée sur le chemin de Telagh, le DSA de Sidi Bel-Abbès a indiqué qu'une superficie de 4 600 hectares (ha) a été en outre dédiée à la culture de légumes secs et plus de 10 000 ha à la culture fourragère. S'agissant de la culture du soja, un programme a été élaboré pour atteindre une superficie de 500 ha dans la wilaya, a-t-il fait savoir, soulignant que 162 agriculteurs ont adhéré à ce programme et que la superficie emblavée a atteint à ce jour 90 ha. En plus, 58 000 quintaux (qx) de semences de blé dur et tendre et orge sont réservés au niveau des quatre Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) implantées dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, selon le DSA qui a fait part de la fourniture de plus de 32 000 qx de semences aux agriculteurs pour activer la campagne labours-semailles. Le directeur local des services agricoles a appelé les agriculteurs à se rapprocher du guichet unique à travers les CCLS pour bénéficier des facilités accordées tel le crédit Rfig, signalant le dépôt cette année de 204 dossiers dont 157 avalsés alors que 47 autres sont en cours d'étude.

SOUDAN

Appels à manifester dimanche, 40 morts depuis le putsch

Des opposants au coup d'Etat militaire au Soudan ont appelé à de nouvelles manifestations dimanche pour réclamer le retour du pouvoir civil, malgré la répression qui a fait au moins 40 morts depuis le putsch il y a près d'un mois selon des médecins.

Les Etats-Unis et l'Union africaine (UA) ont condamné la répression sanglante des protestations et appelé à éviter le recours à la "force excessive". L'ambassadrice de Norvège, membre de la Troïka sur le Soudan avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, a dénoncé elle une répression "intolérable". Le 25 octobre, le général Abdel Fattah al-Burhane, chef de l'armée et auteur du coup d'Etat, a rebattu les cartes d'une transition chancelante au Soudan. Il a fait arrêter la quasi-totalité des civils au sein du pouvoir, mis un point final à l'union sacrée formée par civils et militaires et décrété l'état d'urgence. Depuis, des protestations contre l'armée et appelant au retour du pouvoir civil ont eu lieu principalement à Khartoum, et ont été souvent réprimées. Samedi, des militants prodémocratie ont appelé sur les réseaux sociaux à manifester en masse dimanche contre le coup d'Etat avec le hashtag "La marche du million le 21 novembre". L'Association des professionnels soudanais (APS), l'un des fers de lance de la révolte populaire de 2019 qui poussa l'armée à écarter le général Omar el-Béchir après 30 ans de pouvoir, a elle appelé les Soudanais à maintenir la pression pour un retour du pouvoir civil. Et ce malgré l'intervention musclée des forces de l'ordre contre les manifestants.

"RAIDS"

Mercredi 17 novembre a été la journée la plus meurtrière depuis le coup d'Etat avec la mort de 16 personnes, la plupart à Khartoum-Nord, une banlieue reliée à Khartoum par un pont sur le Nil, selon un syndicat de médecins prodémocratie. L'une des 16 personnes a succombé same-



di à ses blessures. "Un adolescent de 16 ans touché par balle à la tête et à la jambe le 17 novembre est tombé en martyr", a déclaré ce syndicat dans un communiqué. Son décès porte à 40 le nombre de personnes, parmi lesquelles des adolescents, tués lors des manifestations depuis le 25 octobre. La grande majorité sont des manifestants. La police assure qu'elle n'a jamais ouvert le feu contre les protestataires. Elle ne recense qu'un seul mort et 30 blessés parmi eux du fait, selon elle, du gaz lacrymogène, contre 89 policiers blessés. Vendredi, des petits groupes de manifestants ont défilé à Khartoum mais ont été dispersés par les forces de sécurité à coups de gaz lacrymogènes. Selon l'APS, les forces de l'ordre "ont lancé des raids contre des maisons et des mosquées à Khartoum" vendredi.

"ESPOIRS DOUCHÉS"

Après l'aggravation des violences, le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken s'est dit jeudi "profondément préoccupé" par la répression et a exhorté l'armée à autoriser les manifestations pacifiques, réitérant la nécessité de "rétablir la transi-

tion dirigée par les civils". L'UA, qui a suspendu le Soudan, a également condamné "dans les termes les plus forts" la répression de mercredi et appelé à "rétablir l'ordre constitutionnel et la transition démocratique", selon un communiqué samedi. De son côté, le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) a exigé la libération de reporters arrêtés alors qu'ils couvraient les protestations, y compris Ali Farsab qui selon l'organisation, a été battu, touché par balle et détenu mercredi. Face aux appels au retour du pouvoir civil, le général Burhane reste inflexible. Il s'est renommé à la tête de la plus haute institution de la transition, le Conseil de souveraineté et a reconduit tous ses membres militaires ou pro-armée et nommé des civils apolitiques. Les militaires en revanche tardent à nommer un nouveau gouvernement qu'ils promettaient depuis des semaines après la mise à l'écart du Premier ministre Abdallah Hamdok, placée en résidence surveillée. Pour l'ambassadrice de Norvège, Therese Loken Gheziel, le monde nourrissait "de grands espoirs" au Soudan, qui ont été douchés par un coup d'Etat "qui nous a pris par surprise".

PAYS-BAS

Une manifestation contre les restrictions sanitaires vire à l'émeute, plusieurs blessés

Des tirs de la police néerlandaise ont fait plusieurs blessés vendredi dans la ville portuaire de Rotterdam où des émeutiers qui protestaient contre les mesures sanitaires ont incendié une voiture de police, lancé des pierres et déclenché des feux d'artifices. Les incidents ont éclaté lors d'une manifestation contre les restrictions sanitaires et les plans du gouvernement de restreindre l'accès des personnes non-vaccinées à certains sites. Plusieurs dizaines de personnes ont été arrêtées et au moins sept personnes ont été blessées, dont des policiers, lors d'un déchaînement de violence nocturne dans l'une des principales rues commerçantes de Rotterdam. Les Pays-Bas ont été les premiers en Europe occidentale à réintroduire la semaine dernière un confinement partiel avec une série de restrictions sanitaires, touchant notamment le secteur de la restauration, pour faire face à une flambée de

cas de Covid-19. "Des coups de semonce ont été tirés à plusieurs reprises. À un moment donné, la situation est devenue si dangereuse que les agents se sont sentis obligés de tirer sur des cibles", a indiqué la police. Le maire de Rotterdam Ahmed Aboutaleb a qualifié les incidents d'"orgie de violence". La manifestation, qui a débuté à 20 heures (19H00 GMT) dans le centre-ville "a donné lieu à des émeutes. Des incendies ont été allumés à plusieurs endroits. Des feux d'artifice ont été déclenchés et la police a tiré plusieurs tirs de sommation", a déclaré la police de Rotterdam dans un communiqué. La police anti-émeute a repoussé à plusieurs reprises les manifestants, en déployant notamment un canon à eau, a-t-on indiqué de même source. "Il y a des blessés liés aux coups de feu tirés" a-t-elle ajouté, sans donner de nombre. La télévision publique néerlandaise NOS a affirmé de son côté que deux personnes

avaient été blessées par ces tirs. Plusieurs centaines de manifestants ont crié des slogans dont "liberté", lancé des pierres sur la police et les pompiers et mis le feu à plusieurs scooters élec-

triques, selon les médias locaux. Des images partagées sur les réseaux sociaux ont montré une voiture de police en flammes, ce qu'un porte-parole a également confirmé auprès de l'AFP.

INDE

Au moins 30 morts ou disparus dans des inondations

Au moins 30 personnes sont mortes ou portées disparues à la suite de crues soudaines dans le sud de l'Inde, ont rapporté samedi des médias, qui font état de trois bus emportés par les flots. Les secours ont sorti une dizaine de corps après que trois bus ont été emportés vendredi par les eaux dans l'État côtier d'Andhra Pradesh. Au moins 18 autres personnes sont toujours portées disparues, selon le site internet d'informations The NewsMinute. Les conditions météorologiques de plus en plus imprévisibles et extrêmes qui ont frappé le sud de l'Asie ces dernières années sont causées par le changement climatique et exacerbées par la déforestation, la construction de barrages et le développement excessif, selon les experts. Des dizaines de personnes sont mortes depuis octobre en Inde dans des inondations et glissements de terrain causés par de fortes précipitations, et les météorologues ont annoncé de fortes précipitations samedi dans plusieurs régions du sud du pays. Au moins 42 personnes ont été tuées le mois dernier lors de pluies diluviennes qui ont frappé le Kerala. Vendredi, les autorités de cet État ont interdit l'accès au temple de Sabarimala, un des sanctuaires les plus sacrés de l'hindouisme, en raison des fortes pluies. Depuis la semaine dernière, des centaines de fidèles se rendent chaque jour à Sabarimala dans le cadre d'un pèlerinage annuel qui dure deux mois. La montée des eaux de la rivière Pamba, considérée comme sacrée, a contraint les autorités à interdire aux fidèles de s'y rendre durant une journée, a rapporté samedi le journal Hindustan Times.

AFGHANISTAN

Les talibans recommencent à payer les fonctionnaires

Le gouvernement taliban a annoncé samedi la reprise du versement des salaires aux fonctionnaires afghans, non payés depuis l'été et leur retour au pouvoir, dans un pays en pleine crise financière. "Nous allons commencer aujourd'hui à payer les salaires" des fonctionnaires, a déclaré le porte-parole du ministère des Finances, Ahmad Wali Haqmal, lors d'une conférence de presse à Kaboul. Le gouvernement va verser sur les comptes des fonctionnaires les salaires des trois mois calendaires écoulés depuis le changement de régime à la mi-août, a-t-il précisé, plus un mois pour ceux qui n'avaient pas été payés le mois d'avant par le gouvernement précédent, a-t-il précisé. Mais concrètement, cela ne veut pas dire qu'ils pourront les retirer tout de suite, car les retraits d'argent dans les banques afghanes restent limités par les autorités à 200 ou 400 dollars par semaine, selon les établissements, faute de liquidités disponibles. "Le système bancaire n'est pas paralysé, il a juste besoin de temps pour fonctionner à nouveau normalement", a assuré M. Haqmal. Ces restrictions bancaires sont en vigueur depuis le retour au pouvoir des talibans, après 20 ans de guerre contre le gouvernement de Kaboul et ses alliés occidentaux, qui a provoqué des sanctions internationales. Washington a gelé près de 9,5 milliards de dollars d'avoirs de la Banque centrale afghane, et l'aide internationale qui finançait 75% du budget du gouvernement afghan, s'est arrêtée. L'économie du pays, un des plus pauvres au monde, s'est effondrée. Le gouvernement n'avait plus d'argent, la monnaie locale, l'afghani, a dévié, et la pauvreté s'est envolée, comme les prix des denrées de base. Selon Meraj Mohammad Meraj, l'un des directeurs du ministère, le gouvernement peut à nouveau payer les fonctionnaires après avoir engrangé des recettes douanières et fiscales sur les entreprises de l'ordre de 26 milliards d'afghanis (277 millions de dollars) depuis deux mois et demi.

PILLÉES AU 19^E SIÈCLE PAR DES SOLDATS BRITANNIQUES

Retour en Ethiopie d'une série d'œuvres d'art

L'Ethiopie a célébré samedi le retour sur son sol d'une série de trésors antiques pillés au 19^e siècle par des soldats britanniques et récemment revenus du Royaume-Uni, de Belgique et des Pays-Bas après une longue campagne diplomatique pour obtenir leur restitution.

La collection comprend notamment une couronne de cérémonie, un bouclier impérial, un ensemble de coupes en corne argentée, un livre de prières manuscrit et divers bijoux. La plupart des pièces restituées avaient été pillées par l'armée britannique lors de sa victoire sur l'empereur d'Abyssinie Tewodros II à la bataille de Magdala en 1868. Les trésors ont été dévoilés à la presse au Musée national d'Addis Abeba, deux mois après avoir été officiellement remis aux autorités éthiopiennes à Londres en septembre. La remise de ces objets - la plus importante restitution jamais réalisée au profit de l'Ethiopie - a une «signification énorme», a estimé l'ambassadeur d'Ethiopie au Royaume-Uni, Teferi Melesse. L'Ethiopie continue de demander à Londres la restitution de nombreux autres objets, et notamment celle de tablettes sacrées de pierre et de bois représentant une Arche d'Alliance - le coffre qui, selon la Bible, a contenu les Dix Commandements donnés à Moïse sur le mont Sinaï. Les tablettes sont conservées au British Museum de Londres, qui ne les a jamais exposées au public. Addis Abeba réclame également la restitution des restes du fils de Tewodros, le prince Alemayehu, qui avait été emmené en Angleterre après le suicide de son père consécutif à sa défaite sur le champ de bataille. «Toute une série d'objets, qui font partie intégrante de l'hé-



La plupart des pièces restituées avaient été pillées par l'armée britannique lors de sa victoire sur l'empereur d'Abyssinie Tewodros II à la bataille de Magdala en 1868.

ritage de notre culture et de nos valeurs, ont été pillés et emportés illégalement hors du pays après cette bataille», a souligné la ministre éthiopienne du Tourisme Nasise Challi. «D'innombrables de ces objets se trouvent aujourd'hui dans divers musées, dans des centres de recherche et même aux mains de particuliers», a-t-elle ajouté en appelant à leur retour en Ethiopie. Plusieurs des objets exposés samedi au Musée national d'Addis Abeba devaient être vendus aux enchères mais ont été rachetés par la Fondation philan-

thropique Scheherazade dans le but d'être retournés à l'Ethiopie. D'autres objets ont été acquis auprès de particuliers, de collectionneurs, de marchands ou d'investisseurs. Parmi eux, un ensemble de manuscrits médiévaux qui devaient être vendus aux enchères à La Haye. L'Ethiopie est également en négociations pour la restitution d'une bible et d'une croix qui devraient faire l'objet d'une vente aux enchères aux Etats-Unis. Début novembre, un autre pays africain pillé par une autre puissance coloniale, le Bénin a recouvré une trentaine d'objets d'art qui ont fait l'objet d'une restitution officialisée par la France, qui avait emporté ces objets du royaume d'Abomey à la fin du 19^e siècle. «Toutes ces restitutions se déroulent dans le contexte mondial du questionnement du rôle des musées dans la figuration des histoires coloniales et de la légitimité à exposer des objets ainsi pillés», a souligné le Comité national éthiopien de Restitution de l'Héritage lors de la présentation des objets restitués.

MAISON DE VENTE «AL BAHIE»

«Diwaniya Art Gallery» représente quatre artistes algériens et étrangers

La galerie d'art algérienne «Diwaniya Art Gallery» participe à la grande vente aux enchères d'art moderne et contemporain, organisée par la maison de vente «Al Bahie» le 4 décembre prochain à Doha au Qatar, a-t-on appris auprès de la galerie. Pour cet événement organisé en célébration de «80 ans d'art en provenance du monde arabe», «Diwaniya Art Gallery» propose les œuvres de quatre plasticiens qu'elle a récemment exposés à Alger, l'artiste, peintre et sculpteur algérien Ali Boukhalfa, le Français Vincent Abadi Hafiz de son pseudonyme «Zepha», le plasticien soudanais Rashid Diab et l'artiste égyptien Mohamed Ibrahim El Masry. Organisant sa première exposition individuelle de peinture avec «Diwaniya Art Gallery», Ali Boukhalfa, sculpteur, artiste peintre et enseignant à l'Ecole supérieure des Beaux-arts d'Alger, avait également été représenté par la galerie à la foire d'art «Intersect 21» de Chicago (Etats-Unis). Les artistes Rashid Diab et Mohamed Ibrahim El Masry qui avaient pris part à l'exposi-

tion inaugurale de la galerie intitulée «Massarat» (parcours) en septembre 2020, ont été accompagnés par cet établissement à la version virtuelle de la foire d'art «Intersect 21» de Chicago (Etats-Unis) et à la foire d'art du Caire (Egypte), «Egypte Int'l Art Fair» en février dernier. Autre artiste retenu, le Français Vincent Abadi Hafiz de son pseudonyme «Zepha», artiste de graffiti de grande renommée, influencé par l'art de la calligraphie orientale et occidentale avait aussi participé avec «Diwaniya Art Gallery» à une exposition virtuelle, intitulée «Al Basma», en partenariat avec la célèbre plateforme New Yorkaise Artsy. Fondée en septembre 2020 par le plasticien algérien Hamza Bounoua, «Diwaniya Art Gallery» ambitionne de «représenter l'art algérien et des artistes étrangers dans différents événements d'envergure» et d'offrir à ces derniers une vitrine professionnelle sur la scène artistique internationale. Avec cette participation à une vente d'envergure, une des premières pour une galerie d'art algérienne, «Diwaniya Art Gal-

lery» compte, selon Hamza Bounoua, mettre à profit cette occasion pour promouvoir les œuvres et les artistes algériens, définir la cotation des œuvres et suivre la dynamique du marché international de

l'art. Le marché de l'art au Moyen-Orient étant traditionnellement tenu par les maisons de vente internationales, «Al Bahie» est le premier établissement du genre à voir le jour au Qatar en 2016.

CINÉMA

«Argu» d'Omar Belkacemi projeté en avant-première à Alger

Le long métrage «Argu» du réalisateur Omar Belkacemi a été projeté jeudi soir en avant-première à Alger en présence de la ministre de la Culture et des Arts Wafa Chaâlal. L'histoire de ce long métrage de 97 minutes, qui se passe dans un village en haute montagne de Kabylie retrace la vie de «Koukou», un jeune homme de 20 ans, rejeté par son entourage en raison de son look et de son comportement différents, jugés «bizarres»

par le comité des sages du village. Rehaussé par les magnifiques et splendides paysages de la Kabylie et des scènes reflétant le riche patrimoine culturel et traditionnel de la région, le film d'expression kabyle dénonce en revanche l'hypocrisie d'une société patriarcale rigide et les maux des femmes qui souffrent en silence. La ministre de la Culture a salué le «professionnalisme» du réalisateur, réaffirmant sa détermination à soutenir le sec-

teur cinématographique. Elle a appelé tous les établissements relevant de son secteur à accompagner les jeunes créateurs, saluant «les efforts consentis pour promouvoir la culture nationale dans ses dimensions arabe et amazigh». Pour sa part, Ahmed Rachedi, conseiller auprès du Président de la République chargé de la culture et de l'audiovisuel a déclaré: «ce film est différent de ce que l'on a vu auparavant. C'est ce genre de films qu'il faut encoura-

ger», a-t-il dit. Coproduit par le Centre algérien de développement du cinéma (Cadc) et l'entreprise privée «Agence visuel», ce long métrage a décroché récemment le prix de «l'Université africaine de critique cinématographique» de la 32^{ème} session des journées Cinématographiques de Carthage. Né en 1970, Omar Belkacemi a fait des études sur le cinéma en Tunisie et a participé (réalisateur assistant) à la réalisation de plusieurs films en Algérie.

SORTIE

Leonardo DiCaprio dans un film catastrophe, parabole sur la crise climatique

Si Leonardo DiCaprio a accepté de jouer dans un film catastrophe pour Netflix, c'est que l'idée d'une comète menaçant de détruire toute forme de vie sur la Terre est à ses yeux une analogie parfaite de la crise climatique actuelle. Dans la comédie satirique «Don't Look Up: Déni Cosmique», la star et sa partenaire Jennifer Lawrence incarnent deux obscurs astronomes qui tentent vainement d'alerter une opinion publique américaine divisée, dans un pays dirigé par une présidente incompétente jouée par Meryl Streep. De retour de la conférence COP26 de Glasgow sur le climat, Leonardo DiCaprio estime que le film écrit et réalisé par Adam McKay réussit le tour de force de créer le suspense sur une crise qui «s'étend sur plus d'un siècle». «En tant qu'espèce, société et culture, comment pouvons-nous gérer politiquement une apocalypse imminente?», s'est interrogé l'acteur jeudi soir à Los Angeles lors de la présentation du film. «En deux heures, le film parvient à montrer l'absurdité de notre réponse, en tant qu'espèce humaine, à cette crise», poursuit-il. Le film, où figurent aussi Ariana Grande, Cate Blanchett, Mark Rylance et Jonah Hill, sortira aux Etats-Unis le 10 décembre avant d'être diffusé sur la plateforme Netflix à partir du 24 décembre. Adam McKay («Vice») est devenu l'un des réalisateurs les plus courus d'Hollywood et certains critiques prédisent à «Don't Look Up» un bel avenir dans la course aux Oscars. Leonardo DiCaprio se prend à rêver que le film incitera les entreprises et les gouvernements à prendre «un virage radical» sur la crise climatique. Mais il reconnaît ne pas être trop optimiste sur la capacité de l'humanité à prendre le problème à bras-le-corps. «Surtout en revenant de Glasgow et après avoir vu comment de tels engagements peuvent être abandonnés par le premier gouvernement de dingues venu», dit-il. Adopté samedi dernier à l'issue de deux semaines de négociations laborieuses par les 200 pays de la COP26, le «Pacte de Glasgow pour le climat» vise à accélérer la lutte contre le réchauffement de la planète, sans assurer de le contenir à 1,5°C ni répondre aux demandes d'aide des pays pauvres. «Le temps est tellement limité et il faut agir sur une telle échelle très rapidement», relève Leonardo DiCaprio. «Et si on ne fait rien, on sait comment ça va se terminer», prévient-il.

Les courses en direct



**HIPPODROME GUIRRI AISSA - BARIKA-
DIMANCHE 21 NOVEMBRE 2021 - PRIX : MANAFIS-PS.ANG.NEE-
DISTANCE : 2000 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 15H30
-QUARTÉ -QUINTÉ**

Jeu de Vie, le candidat à battre

Ils seront treize galopeurs au rendez-vous à l'hippodrome de Barika à se disputer ce prix Manafis ouvert aux chevaux de trois ans et plus pur sang anglais né-élevé en Algérie, surcharge de un (01) kilo par tranche de 90.000 dinars totalisés en gains et places depuis avril passé. Le trio formé de Jeu de Vie, Lauguesta et Read Me vont certainement disputer les meilleures places du podium, ensuite c'est plus ouvert avec les bonnes candidatures de : Hadiat Essahra, Rose Al Mesk et Tadano.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. READ ME. Ce cheval a toujours répondu présent sur des distances similaires. À suivre.

2. INNERTHIA. Cette fille de Innerpath risque de trouver le lot plus fort. À revoir.

3. JAZZ PRESTIGE. Il n'a jamais montré quelque chose de probant sur les longues distances. Outsider assez lointain.

4. FRANKEL SANGO. Pas évident.

5. HANDOSKAYA. Quoique ses deux dernières tentatives n'ont pas été concluantes, on ne peut lui faire un interdit pour les places. À reprendre.

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
A. GUERAOUI	1	READ ME	D. BOUBAKRI	57	11	B. LAOUFI
AEK. NAILI	2	INNERTHIA	T. MEGOUICI	57	10	PROPRIÉTAIRE
AZ. REHAOUET	3	JAZZ PRESTIGE	Y. LOUCIFI	56	5	PROPRIÉTAIRE
AZ. LEHAS	4	FRANKEL SANGO	AB. ATTALLAH	56	8	B. BERRAH
Y. MEFTOUH	5	HANDOSKAYA	A. KOUAOUCI	55	13	PROPRIÉTAIRE
O. BOUSSAHA	6	LAUGUESTA (OÀ)	B. GACEM	55	6	B. GACEM
B. BENKORICHI	7	TOBNA	A. AIDA	55	4	PROPRIÉTAIRE
W. HARCHA	8	JEU DE VIE	CH. ATTALLAH	55	12	M. HARCHA
H. BENTEBBI	9	TADANO	O. CHEBBAH	54	9	O. CHEBBAH
K. SEMAHI	10	HADIAT ESSAHRA	T. LAZREG	54	2	PROPRIÉTAIRE
W. HARCHA	11	BONBON DE VIE (0)	JJ:MS. AIDA	53	7	M. HARCHA
N. GUENDOZ	12	EL ASSIFA	JJ:SH. BENYETTOU	52	3	K. BERRI
KH. MEHENNI	13	ROSE AL MESK	AP. MA. AIDA	51		CH. AIDA

6. LAUGUESTA. Ses performances plaident largement en sa faveur. Elle fera partie des meilleures places du podium.

7. TOBNA. Elle peut faire partie de nos outsiders préférés. On peut lui faire confiance.

8. JEU DE VIE. Ce fils de Karachi et Shinming Bocs est monté par le maestro Chawki Attallah, je ne vois pas qui peut le battre.

9. TADANO. Cette jument court dans sa catégorie. Elle est capable de réussir un bon parcours.

10. HADIAT ESSAHRA. Cette pouliche n'a pas encore montré des

certitudes sur les longs parcours. Outsider moyen.

11. BONBON DE VIE. Tâche difficile.

12. AL ASSIFA. Course d'entrée.

À revoir.

13. ROSE AL MESK. Outsider assez lointain

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

**8- JEU DE VIE 6- LAUGUESTA 1- READ ME
5-HANDOSKAYA 7- TOBNA**

LES CHANCES

10-HADIAT ESSAHRA 13- ROSE AL MESK

Décès d'une dame âgée dans un incendie à Bologhine (Alger)

Une dame âgée de 86 ans est décédée, hier à Alger, dans un incendie qui s'est déclaré à son domicile situé dans la commune de Bologhine, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. Un incendie s'est déclaré hier matin aux environs de 8h20m au niveau d'une maison constituée d'un rez-de-chaussée et d'un étage (R+1), située à l'Avenue Ziar Abdelkader, ayant fait un mort, une femme âgée de 86 ans dont le corps a été retrouvé calciné. L'incendie s'est déclenché au niveau de la chambre de la victime qui a été transférée par les agents de la Protection civile à la morgue de l'hôpital Lamine Debaghine (ex-Maillot), tandis que le feu a été complètement circonscrit, évitant ainsi sa propagation aux autres coins de la maison.

La grève reconduite à France 24 au moins jusqu'à lundi soir

La grève d'une partie du personnel de la chaîne de télévision d'information internationale France 24, démarrée jeudi matin, a été reconduite au moins jusqu'à lundi soir, indique vendredi le compte Twitter du mouvement, "F24 Solidaires". "Les salariés et pigistes de France 24 réunis en assemblée générale viennent de voter à 60% la reconduction de la grève au moins jusqu'à lundi soir", est-il écrit. "Une nouvelle assemblée générale se tiendra lundi à 16h30", est-il précisé dans le même tweet. Lors d'une réunion entre la direction et les syndicats commencée vendredi matin et qui a duré près de 5 heures, des "propositions ont été faites, mais elles ne sont pas satisfaisantes pour la majorité de l'assemblée générale", a déclaré Florent Rodó, pigiste depuis 9 ans et demi à France 24 et membre de la délégation de 12 personnes qui a été désignée par l'AG pour négocier avec la direction et les syndicats. "On nous a promis une cinquantaine d'embauches de CDI d'ici 2023. C'est un calendrier un peu long. Il y aurait une trentaine d'embauches à la rentrée 2022 et le reste l'année d'après", a-t-il détaillé. En outre, "sur le management toxique, la culture du copinage, on n'a vraiment pas été entendu. On n'a pas l'impression que la direction ait pris la mesure du malaise", a-t-il ajouté. Les salariés en colère avaient initié il y a une semaine le vote d'une motion de défiance à l'encontre d'une partie des dirigeants de la chaîne, dénonçant "une profonde dégradation de (leurs) conditions de travail".

Transport ferroviaire : perturbations samedi du trafic sur la ligne Alger-El Affroun

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a annoncé hier des perturbations du trafic des trains sur la ligne Alger-El Affroun (Blida) en raison d'un incident technique. "Les services techniques de la SNTF ont enregistré, la matinée de ce samedi 20 novembre 2021, une coupure de courant entre les gares de Blida et de Chiffa suite à la rupture d'une caténaire (câbles électriques de la voie)", a indiqué la société sur sa page Facebook officiel. Suite à cet incident, les trains en partance d'Alger vers El Affroun et Chiffa seront limités à la gare de Blida, selon la même source. En revanche, les trains diesels en partance vers Oran et en provenance d'Oran, circuleront normalement. La SNTF assure qu'elle "mettra en oeuvre tous les moyens humains et techniques dont elle dispose, pour rétablir la situation normale dans les plus brefs délais".



Trois morts et 15 blessés dans un accident de la route près de Hassi Messaoud



Trois (3) personnes ont trouvé la mort, et 15 autres ont été blessées, dans un accident de la circulation survenu vendredi en début de soirée près de la ville de Hassi Messaoud, (wilaya d'Ouargla), a-t-on appris samedi auprès de la Protection civile. L'accident s'est produit au niveau de la route nationale (RN-3) reliant entre les villes de Hassi Messaoud et Touggourt, suite à une collision entre un bus de transport de voyageurs et un véhicule touristique, causant la mort de trois (3)

occupants de la voiture, âgés entre 20 et 23 ans, et des blessures à 15 autres passagers du bus, selon la même source. Les corps des trois victimes ont été évacués vers la morgue de l'établissement public hospitalier (EPH) de la ville d'El-Hadjira, alors que les blessés ont été transférés vers l'établissement public hospitalier (EPH) de Hassi Messaoud, a-t-on précisé. Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.

Le Covid-19 accroît le risque d'enfant mort-né



Le risque d'enfant mort-né est environ deux fois plus élevé pour les femmes enceintes ayant le Covid-19 que pour celles n'ayant pas contracté la maladie, selon une vaste étude des autorités sanitaires américaines publiée vendredi. Les Centres de prévention et de lutte contre les maladies (CDC) ont analysé plus de 1,2 million d'accouchements entre mars 2020 et septembre 2021, à partir d'une base de données d'hôpitaux. L'agence de santé publique considère un enfant mort-né à partir de la 20ème semaine. En général, les enfants mort-nés étaient rares (0,65% des naissances, soit environ 8.150). Mais le risque d'enfant mort-né était 1,90 fois plus élevé chez les femmes atteintes du Covid-19. Concrètement, sur cette période, 1,26% des naissances étaient un enfant mort-né pour les femmes ayant contracté le Covid-19, contre 0,64% pour les autres. Le variant Delta a par ailleurs accru ce risque, ont noté les CDC, qui ont analysé les périodes avant et après que ce variant soit devenu dominant dans le pays, en juillet 2021.

Saisie de près de deux kilos de kif traité à Tizi-Ouzou

Une quantité de 1,731 kg de kif traité qui était en possession d'un réseau spécialisé dans le trafic de drogues, a été saisie à Tizi-Ouzou, par les forces de police, a indiqué, vendredi dans un communiqué, la sûreté de wilaya. Ce kif traité a été saisi lors d'une opération de lutte contre la criminalité sous toutes ses formes menée, cette semaine, par la brigade de lutte contre le trafic illicite de drogues et de la brigade de répression du banditisme, relevant de la sûreté de wilaya, a-t-on précisé de même source. Outre cette drogue, les forces de police ont également saisi, lors de la même opération, un total de



946 comprimés psychotropes, des armes blanches de catégorie 6, une somme de 125.000 DA, revenu de la vente de ces drogues, ainsi que des téléphones por-

tables, a-t-on ajouté. Les personnes impliquées dans cette affaire, au nombre de six et âgées de 30 à 42 ans, organisées en réseau spécialisé dans le trafic de

drogues, ont été interpellées par la police et présentées au parquet de Tizi-Ouzou, jeudi dernier, selon le même communiqué. Ils ont été placés en détention préventive pour les chefs d'accusation de "détention de drogues et psychotropes à des fins de commercialisation", et "détention d'armes blanches de catégorie 6, sans motif légal", a signalé la sûreté de wilaya.

MISE AUX POINGS

«Les opérations terroristes lâches de l'occupant marocain à l'encontre de civils, sahraouis, algériens et mauritaniens visent à créer une nouvelle réalité de tension et de chaos, dans la région, en vue de faciliter une intervention étrangère éhontée»

Brahim Ghali, président de la république sahraouie



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger

R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerrouf -

Bouira.

Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :

redaction_courrier@yahoo.fr



Dans la journée : Nuageux
Vent : 26 km/h
Humidité : 76 %



Dans la nuit : Nuageux
Vent : 18 km/h
Humidité : 87 %

Dohr : 12h34
Assar : 15h16
Maghreb : 17h38
Ïcha : 19h01

Lundi 17 rabie el thani 1443
Sobh : 06h03
Chourouk : 07h34

LES FORCES DE L'ORDRE ON FAIT USAGE DE BOMBES LACRYMOGÈNES

Les gilets jaunes de retour à la contestation à Paris

Du gaz lacrymogène a été utilisé, hier, dans la capitale française, Paris, par les forces de l'ordre, lors de la manifestation des gilets jaunes, pour marquer le troisième anniversaire de ce mouvement citoyen, qui ne semble pas reculer, à moins de six mois de la présidentielle en France, dans sa contestation déclenchée, en novembre 2018, sur fond de la dégradation continue des conditions socio-économiques dans le pays.

C'est aux abords de la station de métro Quai de la gare dans le 13^e arrondissement de la capitale parisienne que l'usage de bombes lacrymogènes a été intense selon les médias et les images TV diffusées hier, à travers le monde. Le mouvement des gilets jaunes qui s'est imposé comme une fronde sans précédent, depuis les années 60 avec les événements de Mai 68, a montré, hier, après trois ans de vie de ce mouvement, ralenti, deux ans durant en raison de la pandémie sanitaire du Covid-19, qu'il a encore non seulement du souffle mais les capacités de mobilisation, d'autant plus que les conditions de vie sont de plus en plus difficiles, avec la chute du pouvoir d'achat des Français. Prévu de prendre son départ de Bercy, dans le XII^e arrondissement de la capitale, un important dispositif de sécurité a été mis en place sur les Champs-Élysées, comme le montre la vidéo d'un des journalistes sur place mise en ligne, ou on pouvait voir des



P. B.

canons à eau, un dispositif important de gendarmes soutenus par des éléments de compagnie d'intervention, tout au long des Champs-Élysées « sous haute protection » précise le journaliste Clément Lanot, dans sa vidéo. Dans le sillage de la célébration du 3^e anniversaire du mouvement des gilets jaunes, plusieurs appels au rassemblement ont circulé, sur les réseaux sociaux, invitant les citoyennes et citoyens à manifester, notamment à Paris, qui a vu hier, une participation importante de manifestants portant des pancartes et scandant des slogans contre la politique et les choix socio-économiques adoptés par les responsables politiques, à leur tête le président Emmanuel Macron. « Pour une justice sociale », « contre les violences policières », « contre la hausse

des prix du gaz, électricité, essence », « contre l'augmentation des prix des produits de première nécessité » et « pour une démocratie participative et directe » sont les slogans parmi d'autres qui ont été mis en avant lors de la manifestation hier, des gilets jaunes au cœur de Paris. Des témoins ont affirmé, hier, sur les réseaux sociaux que « les policiers et gendarmes sont complètement dépassés face à un afflux important de manifestants à Paris » et des tweets faisaient état de soins assurés à des manifestants, par des secouristes, dont celui qui rapportait avec images à l'appui « un homme allongé lors de la manifestation des gilets jaunes à Paris (hier :ndlr), et les causes de l'incident ne sont pas claires » ou un autre ou on pouvait lire « des street medics emportent sur une civière un homme blessé ». Il semble que même les mesures prises par le président Macron et son exécutif n'ont pas réussi à apaiser la colère et les inquiétudes des Français, face à la dégradation continue de leurs conditions de vie socio-économiques, qui se sont durement aggravées par la pandémie sanitaire, ayant plongé un nombre important dans la précarité.

Karima B.

ORGANISATION DES ÉLECTIONS LOCALES Un budget de 8,67 milliards DA débloqué

Un budget de 8,67 milliards de dinars a été alloué pour les dépenses liées à la préparation et à l'organisation des élections locales du 27 novembre 2021, selon un décret présidentiel publié au Journal officiel (JO) n 86. "Il est ouvert, sur 2021, un crédit de 8.670.000.000 dinars, applicable aux budgets de fonctionnement des ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, de la Justice, et de la Communication", précise le décret n 21-442 du 10 novembre 2021 signé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

En vertu de ce texte, une enveloppe de 7,75 milliards de dinars a été allouée au ministère de l'Intérieur pour prendre en charge les dépenses des services déconcentrés de l'Etat et celles de fonctionnement des délégations de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE). Il a été également affecté un budget de l'ordre de 380 millions de dinars au ministère de la Justice et un budget de 540 millions de dinars au ministère de la Communication, libellés au titre des dépenses de l'administration centrale liées à la préparation et à l'organisation des élections locales 2021.

R. S.

LIGUE DES OULÉMAS, PRÊCHEURS ET IMAMS DU SAHEL

Rendez-vous du 13^e atelier au Niger

La Ligue des oulémas, prêcheurs et imams du Sahel (LOPIS) tiendra, cette semaine au Niger, son 13^e atelier régional qui aura pour thème "le rôle de la femme dans la lutte contre l'extrémisme et le radicalisme", a-t-on appris auprès de la Ligue.

L'organisation de cet atelier a pour objectif de mettre en avant le rôle de la femme au sein de la société en matière de lutte contre l'extrémisme et le radicalisme, a déclaré à l'APS le secrétaire général de la LOPIS, Lakhmissi Bezaz.

Il a rappelé que le 12^e atelier, organisé en juillet dernier au Burkina Faso, avait entre autres recommandations la nécessité de débattre du rôle de la femme en matière de lutte contre l'extrémisme "Marginaliser le rôle de la

femme en matière de lutte contre ce phénomène est une erreur stratégique", de par sa place au sein de la famille et sa responsabilité dans l'éducation des générations, a-t-il soutenu, indiquant que l'atelier jettera la lumière sur les expériences de certains pays dans ce domaine.

L'Algérie est un "pays pionnier" en matière d'implication de la femme dans l'enseignement religieux au profit des femmes, ce qui a permis de "créer une conscience intellectuelle au sein de la société et de faire face au phénomène d'extrémisme et de radicalisme, de façon directe et indirecte", a-t-il ajouté.

Le 13^e atelier de la LOPIS sera sanctionné par des recommandations appelant à accorder un intérêt au rôle de la femme en matière de lutte

contre le phénomène de l'extrémisme.

Créée en 2013 à Alger, la Ligue des Oulémas, Prêcheurs et Imams du Sahel (LOPIS) a organisé, depuis sa création en 2013 et en collaboration avec l'Unité de fusion et de liaison des pays du Sahel (UFL), plusieurs ateliers visant à protéger les jeunes contre le radicalisme et l'extrémisme violent.

Elle compte des imams, prêcheurs et oulémas de 11 pays membres, en l'occurrence les huit pays membres permanents de l'Unité de fusion et de liaison des pays du Sahel (UFL) : (Algérie, Burkina Faso, Libye, Mauritanie, Mali, Niger, Nigeria et Tchad), et de trois pays observateurs dans ladite Unité (Guinée, Sénégal et Côte d'Ivoire).

APS

RECRUTEMENT

Le Courrier d'Algérie recrute un correspondant de presse confirmé pour la wilaya de Constantine. Les candidats intéressés peuvent envoyer un CV et une lettre de motivation à l'adresse e-mail : redaction_courrier@yahoo.fr

SOUS-RIRE

Éducation Nationale
L'examen de fin de cycle primaire (5^{ème}) annulé !

